

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPÉISME

Rome - Mar 1965

Directeur politique
G. COMANINI
R. A. G. A. N.

Directeur général
GIORGIO DEL VECCHIO

Un cordial "Message" de M. Alain Peyrefitte, Ministre français de l'Information
"Il faut que l'Europe soit elle-même..."



Ayant milité depuis de longues années pour la formation de l'unité européenne, je suis heureux de saluer l'oeuvre courageuse et clairvoyante accomplie par le « bulletin européen », « tribune libre de l'euro-péisme ». Jamais l'espoir que l'Europe accomplisse enfin son destin n'aura été aussi fort qu'il ne l'est maintenant, sept ans après la mise en oeuvre de la Communauté Economique Européenne. Comme l'avaient pressenti Alcide de Gasperi, Robert Schuman et le Chancelier Adenauer, l'Europe s'accomplira par les faits. Tandis que les querelles de doctrines s'estompent, l'Europe prouve son mouvement en marchant. Elle franchit successivement, dans les domaines qu'elle s'est assignés, tous les obstacles qui tiennent aux intérêts nationaux.

Le Gouvernement de la Cinquième République, dont on avait mis en doute la loyauté européenne, a peut-être été celui qui a appliqué avec le plus de vigilance le Traité de Rome. Il a joué un rôle essentiel dans la naissance de l'« Europe verte », complément indispensable de l'Europe industrielle, et poursuit sans relâche ses efforts en faveur d'une véritable unité économique européenne.

Reste à faire le principal : l'Europe politique. Si la France insiste, par la voix du général de Gaulle, sur la nécessité pour l'Europe d'avoir une politique et une défense communes, c'est parce qu'elle se fait l'idée la plus ambitieuse de l'Europe. Il faut, dit le général de Gaulle, que l'Europe soit elle-même, c'est-à-dire qu'elle réponde à l'appel que le destin lui lance à travers son histoire, ses traditions sa culture et ses techniques. Le nouvel équilibre mondial rend plus pressante la nécessité d'une Europe unie, assumant sa pleine responsabilité internationale. La France, pour sa part, entend mettre toutes ses forces au service d'une vieille cause, dont notre génération doit enfin connaître le succès.

Alain Peyrefitte

MOUVEMENT EUROPEEN

L'INSPIRATEUR

Sir Winston Churchill

Le 1er septembre 1946, Sir Winston Churchill déclarait, dans un discours qu'il prononçait lors de sa réception officielle à l'Université de Zurich et qui alerta toutes les opinions publiques: "Nous devons créer les Etats-Unis d'Europe ...



Le premier pas sera de constituer le Conseil de l'Europe". Si cette déclaration dut pour beaucoup son retentissement à la personne de son auteur, elle eut aussi la chance de tomber dans un climat propice, car des partisans de l'unité de l'Europe étaient déjà occupés à se regrouper.

Président, M. Maurice Faure.

Vice-Président, sir. Edward BEDDINGTON BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, MM. Paolo ROSSI et Pierre WIGNY.

Secrétaire Général: Robert van SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL

Membres: délégués des organisations internationales et nationales adhérentes

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

Président: M. Maurice FAURE.

Vice-Président: Sir Edward BEDDINGTON BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, MM. Paolo ROSSI et Pierre WIGNY.

Membres: M.A. ALERS, Baron BOEL, MM. Georges BOHY, Alfred BOREL, René COURTIN, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Lord GLADWYN, John MYND, F. JOCKIN, E. MAJONICA, René MAYER, J.H.C. MOLENAAR, Franco NOBILI, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, André VOISIN et Terje WOLD.

Secrétaire Général: Robert van SCHENDEL.

CONSEIL PARLEMENTAIRES DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président: M Georges. BOHY.

I. Organisations membres du Mouvement Européen.

A. Internationales:

Associations Européenne des Enseignants	A. ALERS
Centre d'Action Européenne Fédéraliste	
Président du Comité Fédéral	Henri BRUGMANS
Président du Comité Exécutif	André VOISIN
Conseil des Communes d'Europe	Henry CRAVATTE
Conseil Parleemntaire du Mouvement Européen	Georges BOHY
Ligue Européenne de Coopération Economique	Baron BOEL
Mouvement Libéral pour l'Europe Unie	René DREZE
Mouvement Gauche Européenne	Andé PHILIP
Nouvelles Equipes Internationales	Théo LEFEVRE
Union des Résistants pour une Europe Unie	Jean KREHER

B. Nationales:

Conseils allemand, autrichien, belge, britannique, danois, français, grec, irlandais, italien, luxembourgeois, néerlandais, norvégien, suédois, suisse, turc; comités albanais, bulgare, hongrois, polonais, tchéque et des Pays Baltes.

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	Denis de ROUGEMONT, Directeur
Collège d'Europe (Bruges)	Etienne de la VALLEE POUSSIN
Commission de l'Europe Centrale et Orientale	Henri BRUGMANS, Recteur

SECRETARIAT GENERAL INTERNATIONAL

Bruxelles, 4, avenue d'Auderghem, 57 1 - tél. 35.01.94.



YALTA 1945 "VINGT ANS APRES..."

Ivan Majski, personnalité diplomatique bien connue à l'époque de Staline, ancien ambassadeur à Londres et membre de la délégation soviétique à Yalta, a écrit ses Mémoires sur l'historique rencontre entre Staline, Churchill et Roosevelt, il y a vingt ans, en février 1945.

Nous croyons utile de reproduire quelques « croquis » pris sur le vif qu'il fit de ces trois illustres personnages. L'atmosphère de Yalta nous sera ainsi restituée telle qu'elle apparut à des yeux soviétiques, l'atmosphère de ce Yalta où fut élaborée la déclaration que ses auteurs appelèrent — sans en apprécier le tragique humorisme — la « Déclaration sur l'Europe... libérée ».

On sait que, formellement tout au moins, les Alliés sont intervenus dans la seconde guerre mondiale pour défendre l'indépendance de la Pologne violée par l'agression nazie. Majski nous dit dans ses « Mémoires » comment Roosevelt défendait le peuple polonais :

« A la fin de la longue et fatigante discussion, prenant sa tête dans ses mains, Roosevelt s'exclama : voilà cinq cents ans que la Pologne fait venir le mal de tête à l'Europe ! ».

Majski continue :

« Après la séance du 5 février, (où les Russes exigèrent que l'Allemagne leur paie dix milliards de dollars de dommages de guerre - N. de la R.), je rencontrai Roosevelt dans le couloir. Quand il me vit il s'écria : « Votre modestie m'étonne ! Après les énormes pertes et les dégâts que vous avez subis, je pensais que vous auriez demandé au moins 50 milliards de dollars ». « — Je demanderais volontiers 100 milliards — répondis-je — mais ce serait manquer de réalisme. Nous autres Soviétiques, nous nous méfions des chimères ! ».

Et voici un bref portrait de Churchill :

« Nous savions tous parfaitement que Churchill, conservateur et impérialiste, était un homme de grand talent et d'une habileté peu commune. Quand nous nous rencontrâmes pour la première fois, en 1934, il me dit avec beaucoup de franchise : « Mon dieu est l'empire britannique. Ce qui est bien pour l'empire est bon pour moi, ce qui est mauvais pour l'empire est également mauvais pour moi. En 1919, je pensais que votre révolution était le principal ennemi de l'empire britannique aussi j'étais contre vous ; aujourd'hui, j'estime que le grand ennemi de l'empire est l'Allemagne hitlérienne aussi je combats contre l'Allemagne. Et comme Hitler menace mon pays comme le vôtre, pourquoi ne devrions-nous pas faire un peu de chemin ensemble ? ».

D'après Majski, Staline aurait été le plus modeste dans ses exigences :

« Je propose la solution suivante : l'Allemagne est tenue à indemniser en nature les dommages cou fixera le montant des dommages de guerre.causés aux nations alliées ; la commission de Mos Nous avancerons nos requêtes et vous (à Churchill), les vôtres ». Je retins à grand peine une exclamation de surprise. Ceci signifiait qu'on réduisait à rien le travail accompli jusque là et qu'on renonçait à dix milliards de dollars ! Tous les autres membres de notre délégation furent pétrifiés et consternés par cette intervention incongrue de Staline. Se levant à demi. Molotov dit à mi-voix à Staline : « Mais que faites-vous ? Nous avons déjà obtenu bien davantage... ». Staline repoussa l'objection et répéta avec ostentation sa proposition à haute voix ».

Aucune allusion dans les « Mémoires » de Majski à la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie etc.. Evidemment le sort de ces Pays avait déjà été fixé à Moscou, quatre mois plus tôt, en quelques secondes, par les fameux pourcentages de sir Winston Churchill comme lui même le raconte dans ses « Mémoires ». (The Second World War - Edit. Cassell and C^o Ltd London, 1964).

GIORGIO DEL VECCHIO
Professeur à l'Université de Rome

ETATS DE MASSE ET CULTURE

Les masses au pouvoir

Jusqu'à une époque assez récente, tout le monde estimait naturel et indiscutable que les charges publiques fussent confiées à des personnes cultivées puisque c'était à elles qu'il appartenait de diriger la vie commune et d'en résoudre au fur et à mesure les problèmes.

Le chose était considérée non comme un privilège mais comme une fonction et une nécessité, comme un devoir plutôt que comme un droit. En réalité cette fonction n'avait pas été assumée par les personnes cultivées à la suite d'un mouvement politique, par revendication ou conquête, mais par la force des choses et sans opposition de la part de quiconque. Du reste il n'y avait pas de délimitation formelle entre les deux classes (si on peut les appeler ainsi) des personnes cultivées et incultes, tandis que les droits civils et même politique, étant reconnus à tous, le passage restait toujours ouvert de la seconde à la première, quand on remplissait les capacités requises.

Mais peu à peu cet état de choses s'est modifié, surtout dans certains Pays, par une sorte de pression des masses incultes qui demandèrent et obtinrent des pouvoirs croissants sans rencontrer de résistance ni provoquer de réaction chez les gens cultivés, parmi lesquels elles trouvaient au contraire leurs propres chefs. Dans le flux et le reflux de l'histoire, ceci a pu amener parfois à rectifier quelques erreurs et à réparer quelques injustices, mais souvent cette pression prit un caractère subversif, menaçant les bases mêmes de l'ordre social, dans le but ouvertement déclaré d'instaurer la prédominance et la dictature du prolétariat, c'est-à-dire de la classe inculte ou moins cultivée. Chacun sait que cette menace déjà mise en acte dans divers pays, plane aujourd'hui sur beaucoup d'autres, mettant en question la liberté et les droits fondamentaux des citoyens.

Si un Etat civilisé comme l'Italie se trouve aujourd'hui exposé à ce danger, la cause en est, à mon avis, dans ce phénomène qu'on peut appeler l'abdication de la culture. On a mal interprété le juste principe de l'égalité des droits, presque comme s'il signifiait égalité de capacités et de fonctions. Il découle, il est vrai, de ce principe, que tous les êtres humains doivent être respectés dans leur intégrité physique et morale, mais non pas qu'ils possèdent des aptitudes égales. Déjà Aristote avait enseigné, avec raison, que les hommes doivent être traités selon leur mérite (*kat' axian*) et que le critère de la justice serait violé si l'on réservait un même

traitement à des mérites inégaux; ce qui est justement arrivé en Italie quand, par exemple, on a admis au droit d'élection politique à parité de droits les analphabètes qui, auparavant, (notamment par la loi du 28 mars 1895) en étaient exclus. Je crois d'ailleurs qu'en la matière on pourrait maintenir le principe de l'universalité du suffrage, limitant l'efficacité du vote des personnes incultes ou moins cultivées, en ne leur assignant qu'une certaine cote de la représentation à élire, tandis qu'une cote proportionnellement supérieure devrait être réservée aux personnes munies d'une titre d'étude (par exemple un certificat d'école moyenne ou autre titre équivalent).

Comme, malheureusement, en Italie, les analphabètes se montent à plus de trois millions, et que plus grand encore est le nombre des semi-analphabètes, eux aussi proie facile des politiciens intrigants, le sort de ce Pays est aujourd'hui confié en grande partie à l'ignorance plutôt qu'à la culture. Mais presque aucune protestation ne s'élève à ce propos: les hommes les plus cultivés, sauf quelques rares exceptions, subissent le système en vigueur et préfèrent se tenir à l'écart de la vie politique puisqu'il ne leur est pas permis de faire valoir leurs idées avec une réelle efficacité pour le bien commun.

Une renonciation ou abdication analogue a été accomplie dans un autre domaine, toujours à la suite d'une interprétation erronée de l'idée d'égalité. Une fois admis le principe que tous les peuples, y compris les peuples sauvages et barbares, ont des droits égaux à la liberté, les Etats les plus avancés qui avaient apporté à ces peuples les instruments et les lumières de la civilisation, soignant leurs plaies et élevant leur niveau de vie, se sont laissés expulser ou se sont volontairement retirés, interrompant ainsi l'accomplissement de leur fonction, et nous pourrions même dire de leur mission d'organes de progrès. Un traité inique, imposé par les vainqueurs ou présumés tels, de la seconde guerre mondiale, a dépouillé l'Italie du fruit de l'honnête labeur d'entières générations, en la contraignant à abandonner des pays où elle était en pleine harmonie avec les indigènes auxquels elle avait prodigué ses bienfaits. Seul le Portugal résiste encore aux pressions des soi-disants décolonisateurs. Mais l'indépendance accordée avec une soudaine niaiserie même à des peuples incapables d'en faire un usage correct a provoqué dans divers pays une semi-anarchie, parfois

A Rome ...

UN SEMINAIRE SUR L'ENERGIE NUCLEAIRE DANS LE CADRE D'UNE POLITIQUE EUROPEENNE

Au début d'avril a eu lieu un séminaire intitulé « L'énergie nucléaire dans le cadre d'une politique énergétique européenne » organisé par le Centre Universitaire des Etudes Européennes (CUSE) secondé par le Comité National de l'Energie Nucléaire (CNEN) et sous le haut patronage du professeur G. Petrilli, Président du Mouvement Européen, du professeur E. Medi, ancien vice-président de l'Euratom et par le sénateur G. Caron, sous-secrétaire aux Finances.

A ce séminaire qui a duré du 4 au 8 avril, ont participé des étudiants universitaires italiens et étrangers. La présence, parmi eux, d'un haut pourcentage d'étudiants de matières économique-juridiques et l'esprit même qui informe l'activité du C.U.S.E., qui ne veut pas techniciser le thème de ses cours, ont fait déborder les problèmes qui inté-

ressent l'énergie nucléaire hors des limites de la science proprement dite; aussi, outre les conférences techniques de l'ingénieur A. Calori, directeur adjoint de la Division de Sécurité CNEN, sur les réacteurs nucléaires (6 avril), de l'ingénieur Venditti, du Bureau des Etudes Economiques CNEN sur les combustibles nucléaires (6 avril), et de l'ingénieur Venchiarutti, du Bureau des Etudes Economiques CNEN, sur les applications de l'énergie nucléaire dans l'aéronautique et la propulsion des fusées spatia-

les (8 avril), ont eu lieu des leçons d'argument économique du doct. L. Bruni, sur l'importance de l'énergie dans le développement économique (6 avril), et de l'ingénieur Scuricini, Chef du Bureau d'Etudes Economiques CNEN sur la concurrence dans l'énergie nucléaire.

En ce qui regarde le nouveau problème juridique dérivant de l'affirmation de l'énergie nucléaire, a eu lieu une conférence documentée de M. Varlaro-Sinisi, directeur de l'Institut de Perfectionnement d'Etudes Européennes « Alcide de Gasperi » sur le droit et l'énergie; M. A. Albonetti, directeur de la Division des Affaires Internationales CNEN s'est plus particulièrement intéressé au Traité de l'Euratom, et a analysé toutes les perspectives d'une plus intense collaboration internationale dans le domaine de l'énergie nucléaire.



(suite de la p. 4)

avec de sanguinaires explosions de féroce racisme. Pietro Bonfante (peut-être le plus grand juriste italien, avec Vittorio Scialoja) fit cette observation pénétrante, que la crise de l'Europe provenait du fait qu'elle avait été la généreuse dispensatrice de sa civilisation à d'autres peuples; et il avait prévu que ces peuples entreraient en lutte contre elle avec les moyens qu'elle leur avait elle-même fournis.

Non moins grave et déplorables est le fait que l'oubli des droits de la culture ait pénétré au sien de l'Organisation des Nations Unies, qui devrait constituer le grand presidium de la civilisation humaine. On sait que déjà, à ses origines, cette Organisation, contrairement à son propre Statut, avait établi une absurde hiérarchie entre ses Etats membres, accordant un privilège aux soi-disants *original members* (dont certain viole manifestement les droits élémentaires de l'homme) et mettant d'autres Etats, même des plus civilisés, en condition d'infériorité permanente. Mais ensuite, cette Organisation a com-

mis l'erreur d'accueillir dans son sein des Etats à peine sortis de la barbarie, en leur accordant la parité des droits avec des Etats légitimes et de haute civilisation.

Encore une fois, suivant un principe égalitaire mal entendu, on a attribué des fonctions, souvent très importantes, à des hommes et à des peuples qui n'étaient pas en mesure de les remplir. Comme le nombre des Etats peu civilisés et dépourvus de constitutions légitimes, accueillis dans cette Organisation, s'est grandement accru et continue de croître, de plus en plus grand est le danger que les délibérations de l'Organisation, loin de garantir justement les rapports internationaux, ne contribuent au contraire à les troubler, et peut-être même à menacer la paix du monde.

Personne n'ignore qu'une obscure inquiétude tourmente aujourd'hui tout le genre humain. Nous voulons toutefois espérer que le pire sera évité et que la crise sera surmontée. Mais il faut, pour cela, que les valeurs de l'esprit soient énergiquement défendues et que l'on mette un frein à l'abdication de la culture.

Le malaise de la jeunesse tchécoslovaque

par PAVEL ROVNY

La force du régime communiste en Tchécoslovaquie comme d'ailleurs dans d'autres Etats du bloc soviétique consistait surtout dans le fait que presque toute la population était prisonnière dans les frontières de l'Etat entouré de fil de fer barbelé comme un camp de concentration. Tous les citoyens furent ainsi coupés du monde libre. Le régime n'espérait pas ré-éduquer suivant ses propres principes ceux qui avaient connu la vie libre pendant la république de Masaryk, de 1918-1938: mais il se flattait de pouvoir s'emparer des esprits des jeunes nés dans la captivité — comme il arrive pour les animaux des jardins zoologiques — et qui n'avaient jamais eu la possibilité de voyager librement en Occident.

Le gouvernement faisait marcher droit la jeunesse, surtout sur le plan idéologique. Pendant de longues années seuls des fils d'ouvriers purent s'inscrire aux universités. Mais grâce à l'étude et en dépit de l'orientation matérialiste de l'enseignement, les jeunes commencèrent à acquérir des vues plus larges sur la vie et le monde et abandonnèrent graduellement la doctrine qu'on leur inculquait par tous les moyens. On constate aujourd'hui que la plupart des jeunes sont en opposition très nette avec le communisme et, comme nous le verrons, même les porte-voix du régime en conviennent dans la presse officielle.

Pourquoi la jeunesse tchécoslovaque n'aime-t-elle pas le régime imposé au Pays ?

Voyons un peu pour quelles raisons la jeunesse tchèque et tchécoslovaque n'est pas enthousiaste du régime imposé au Pays.

D'abord, la situation économique générale défavorable se répercute forcément sur la vie des jeunes. Par exemple, dans une famille où deux fils étudient, père et mère doivent travailler pour assurer la vie de la famille.

Mais, même avec leur double salaire, les parents se heurtent à de continuelles difficultés financières, doivent faire des dettes pour éteindre les plus pressantes. Le niveau de vie et de culture moyen de l'Occident est absolument inconnu chez ces malheureux. Ces conditions matérielles désastreuses ont également des répercussions dans la vie conjugale ou familiale et amènent la désintégration des liens affectifs. Le nombre des divorces augmente dans des proportions menaçantes.

Les maris ne comprennent pas que leurs femmes n'arrivent pas à équilibrer leur budget avec deux salaires, les mères se désespèrent en voyant leurs enfants contamtement affamés. Les jeunes, garçons ou filles, doivent souvent renoncer au temps qu'ils devraient consacrer au repos pour faire de lourds travaux manuels, besogne de manoeuvres qui leur permet de gagner un peu d'argent. Naturellement leurs études en souffrent, comme c'est le cas des étudiants qui travaillent dans les mines, les champs ou les usines.

Le cercle vicieux se referme et ses fruits sont néfastes; dans des familles organisées de la sorte, on ne peut pas parler de la chaleur du foyer ou de la bonne table familiale. Et le mal est généralisé, des plus rares sont les cas où le père de famille est en mesure de nourrir femme et enfants avec le fruit de son labeur. Il est évident qu'une femme qui travaille à l'usine ou dans un

bureau ne peut cuisiner les repas, d'autant que le régime rouge ne donne à ses robots que trente minutes pour le déjeuner. Tous les jeunes doivent donc manger à midi à l'école où les repas coutent encore trop pour ce qu'ils valent.

Le gouvernement communiste parle beaucoup du bien-être du peuple, mais est encore bien loin de suivre l'exemple du gouvernement suédois qui donne des repas gratuits à ses écoliers et ses étudiants. La nourriture des cuisines scolaires tchécoslovaques est assez abondante, mais insuffisante en contenu calorique et vitaminique. Ce sont toujours les mêmes sauces avec les « knodifky » (sortes de gnocchi de pommes de terre), très peu de viande, peu de légumes mal préparés, et presque jamais de fruits. Une pomme est une rareté. La dénutrition est donc à l'ordre du jour.

Le système grégaire de l'éducation n'est pas seulement déplorable du point de vue alimentaire. Les gouvernants communistes considèrent les jeunes — comme du reste tout les citoyens — comme de simples unités de travail, pareillement au bétail. Beaucoup d'étudiants tombent malades à la suite du surmenage et des travaux manuels exécutés pendant les années d'étude — il s'agit pendant trois ans, d'un tour hebdomadaire de travail obligatoire dans les usines ou les champs et tous n'ont pas la force de mener de front le labeur physique et intellectuel.

Cependant les maîtres ne tiennent aucun compte des absences causées par la maladie, la fatigue ou le travail et quand le travail de l'écolier est insuffisant, quelle qu'en soit la raison, il peut être exclu de l'école.

Le manque de liberté

En dehors du malaise économique et matériel, la jeunesse souffre en outre du manque de liberté. « Je voulais — disait Masaryk — que chacun soit son propre maître: au point de vue politique, social et moral. Etre son propre maître signifie liberté et discipline ». La jeunesse tchécoslovaque souffre aujourd'hui de ne pas être maîtresse d'elle-même.

Son sort est décidé par les autorités anti-démocratiques, par les comités nationaux, par les « commissions scolaires », par les maîtres, les professeurs, le parti communiste. Mais jamais au grand jamais les parents ou les jeunes gens ne peuvent décider librement d'eux-mêmes. Les parents comptent d'ailleurs moins que quiconque. On a fixé une fois pour toutes une règle inflexible: le jeune enfant est envoyé dans une école choisie pour lui, qui généralement ne l'intéresse pas, et où l'envoient les exigences d'une planification obtuse. En général, les jeunes ne peuvent même pas choisir le lieu de leur futur travail et sont obligés de quitter le foyer familial ou leur résidence sans tenir compte de leurs intérêts ou de leurs convenances personnelles.

Naturellement cette ingérence gouvernementale dans leur vie privée a suscité parmi les jeunes de violentes réactions. Les démonstrations orageuses du 1er mai, de la part d'étudiants communistes sont devenues des manifestations traditionnelles de la part des jeunes tchèques et slovaques.

Le jeunisse contre la doctrine officielle

Les communistes se rendent parfaitement compte de l'évolution pour eux fatale qui les a poussés à s'émanciper de la doctrine officielle.

La revue « Socialistická škola » (L'École socialiste), publiée à Prague, se demande: « Pourquoi les étudiants qui connaissent la théorie de la vie socialiste n'agis-

Pour une coopération culturelle européenne

Le Comité de l'Européade

Le « Comité de l'Européade » qui vient d'être fondé à Dortmund se propose de promouvoir la coopération culturelle européenne. Des représentants des Pays-Bas, de la Belgique (Wallonie et Flandres), de la France ainsi que de la République fédérale ont participé à la réunion constitutive à l'issue de laquelle un Belge, M. Mon de Clopper, a été élu président du nouveau comité. Il dirige déjà le mouvement d'art folklorique flamand et appartient au comité directeur de la section belge de l'Union européenne, dont il est également membre d'honneur. MM. Robert Mueller-Kox, de Bonn, et Louis Bonnaud, de Limoges, président de la Fédération des groupes folkloristiques du Centre-Ouest de la France, ont été choisis comme vice-présidents.

Un communiqué publié à l'issue de cette réunion a défini les objectifs et les tâches que se propose le Comité de l'Européade. Celui-ci a l'intention « d'unir, de rassembler, les peuples de l'Europe libre — et tout spécialement leurs jeunes — autour de leurs diverses cultures folkloriques dans un esprit d'amitié et de respect réciproque. Dans ce but — poursuit le communiqué — une « Européade » sera organisée chaque année. Cette manifestation ne se ramènera pas à une présentation de danses et de chants folkloriques, mais, en permettant de connaître et de comprendre les particularités et les traditions folkloriques des divers groupes.

sent-ils pas conformément à notre enseignement? ». Et encore: « L'école est-elle capable d'enthousiasmer l'individu pour les principes de l'idéologie socialiste, ou bien ne lui transmet-elle que d'une manière professionnelle et mécanique de simples canons schématiques? ». Selon l'hebdomadaire « Literaral noviny » (Gazette littéraire), ceux qui sortent d'une école socialiste représentent « une génération de formalistes auxquels on a inculqué la notion que le rapport sur l'accomplissement du travail exécuté est généralement plus important que le travail en lui-même ». Et le rédacteur communiste de conclure en répandant humblement des cendres sur sa tête

« Une nouvelle mode socialiste s'est instaurée, celle de souligner les avantages de l'organisation socialiste en attirant l'attention sur les désavantages de l'organisation capitaliste. Nous avons comparé pendant si longtemps, que pour certains jeunes, les blue jeans américains étaient plus intéressants que les sputniks soviétiques ».

Et c'est bien là la preuve de la faillite entière des éducateurs communistes, menteurs et négriers; à eux incombe la responsabilité du malaise actuel en Tchécoslovaquie. Tant que la jeunesse est enchaînée, on ne peut faire retomber sur elle la responsabilité d'un état de chose qu'elle n'a pas voulu!

Rome et les Roumains

Ces lignes sont extraites de la préface écrite en 1933 par Octavian Goga pour le livre « Roumanie » de M. Kurt Hielscher (F. A. Brockhaus, Leipzig, 1933) et constituent une émouvante reconstitution historique des origines et de la formation du patrimoine artistique et culturel roumain.

Octavian Goga est l'un des plus grands poètes de la littérature moderne. Il a été président du conseil des ministres roumain à deux reprises.

La Roumanie dans ses frontières actuelles est le résultat d'une forme d'évolution historique qui légitime son droit à l'existence, en lui faisant en même temps vivre l'une des grandes vérités élémentaires du patrimoine commun de l'esprit.

Les chroniqueurs n'ont pas décrit l'enfance de ce peuple dès son commencement et l'on ignore où se trouva son berceau. Nous sommes tout aussi autochtones que les rochers des Carpathes, qui ne connaissent pas l'histoire de leur naissance, car de tout temps ils furent à leur place. Il s'est trouvé, bien entendu, des savants, des historiens ou des philologues qui ont émis sur notre ascendance diverses théories, se détruisant l'une l'autre. En fait, le premier fond ethnique, sur lequel se sont développées chez nous les richesses de la postérité, est bien cette population thraco-gétique, signalée par le vieil Hérodote et qui justifient amplement les très sérieuses recherches d'aujourd'hui. Il est possible que les Daces, dont la puissante organisation d'Etat a arrêté les premiers essais d'expansion vers l'Orient de l'Empire Romain, soient les successeurs des habitants indigènes. Race vigoureuse et guerrière, telle que nous la montre la colonne de Trajan à Rome, les soldats dont l'épée avait barré l'invasion des cavaliers scythes, ont succombé devant l'habileté de la stratégie romaine. Au commencement du II^e siècle de l'ère chrétien-

ne, la civilisation latine, avec toutes ses possibilités, conquiert toute cette région et créa une nouvelle province qui, par la mise en valeur de ses richesses, devint la *Dacia felix*.

* * *

A partir de ce moment, les ouvrages historiques relatent le cortège d'événements dans lequel s'entrelace une vie extrêmement agitée. Les deux principautés danubiennes furent le noyau permanent d'une résurrection nationale. Au delà et en deçà des frontières temporaires, les Roumains ont conservé le sentiment actif et conscient de leur unité organique. Au point de vue politique, cette volonté s'est réalisée un moment, il y a trois cents ans, sous le règne d'un voïvode valaque qui a payé de sa tête le triomphe d'un idéal. Depuis, cette trame s'est obstinément tissée et aucune puissance au monde n'a pu la rompre. La tragédie géographique n'a pas cessé, pleine de ces catastrophes étrangères à l'Occident. Peut-être est-ce justement ce terrible tourbillon des âges qui a éveillé chez ce peuple des fonctions biologiques spéciales, le prédestinant à affronter toutes les adversités et à retrouver, toujours au milieu des dangers son équilibre. Depuis sept siècles les Roumains, se défendant contre les invasions tatars et turques, continuent sans interruption, sur les bords du Danube et du Dniester, une vie d'Etat et affirment

leur droit à une civilisation qui leur soit propre. Depuis 500 ans, le ferment de notre indépendance a été moulu entre trois empires, comme entre les pierres d'un moulin. Aujourd'hui ces trois empires, dans leur ancienne forme d'Etat, ne se trouvant plus sur la carte de l'Europe, l'idée nationale a tracé les frontières du sang.

La Roumanie, pays nouveau, mais le plus ancien, vu ses attaches avec le sol, est mise pour la première fois en possession de ses droits.

* * *

Dans cet intervalle de deux mille ans, la Roumanie a pris corps, son âme — telle un vaste réservoir — a recueilli des souvenirs et des espérances, des joies et des pleurs, tous les frissons qui l'ont fait tressaillir au corus des temps.

Qui donc pourrait détailler ce trésor de sensations et dire de quel mystère dérive la gamme multiple par laquelle s'exprime ce qui est spécifiquement national?

Au point de vue matériel, l'on trouve cependant partout les vestiges du passé, pareils aux sarcophages monumentaux de quelque gloire éteinte. Voici par exemple, dans le département de Hunedoara, les murs de la forteresse de Costesti qui prouvent d'une manière évidente l'importance de la puissance créatrice des Daces, et du royaume bien établi du vieux roi Bu-

rebista. Pour ce qui est des vestiges de la domination romaine, ils apparaissent partout et certifient la vaste organisation militaire et administrative appliquée par Rome à la province conquise. On voit encore à Turnu-Severin, sur notre rive, le pied du pont d'Apollodore, sur lequel, en 105 après Jésus Christ, passa Trajan, afin d'y planter la splendeur des aigles romaines. Au dessus du Danube s'élèvent les ruines des camps qui nous montrent dans tous les détails les occupations des légionnaires concentrés ici *ex toto orbe romano*. Les autels des divinités sont encore intacts et l'herbe pousse doucement autour du marbre dont l'inscription dit la mort du centurion ou la douleur de deux enfants qui ont perdu leur mère. Tels des titres de noblesse, dans la Dobroudja, près du rempart de Trajan, à Alba Iulia en Transylvanie, à Deva où le culte de Mithra nous a laissé une multitude de pierres, de tous côtés, les preuves de cette domination se font jour. Et plus encore: c'est sur les traces de ces deux siècles d'activité intense dirigée des bords du Tibre que s'est établi le vaste ensemble de l'organisation de l'Etat. Les routes principales d'aujourd'hui sont les artères de communication tracées par les ingénieurs d'il y a dix-huit cents ans; nos mines d'or ou nos salines, exploitées par eux donnent l'impression d'avoir été abandonnées hier seulement et semblent attendre ceux qui les ont creusées. Celui qui jette ici, ne fut-ce qu'en passant, un coup d'oeil sur ce gigantesque cimetière d'énergie dépensée, peut découvrir combien d'impulsions et de passions, celles des fiers gouvernants de ce pays, dorment enfermées dans nos âmes, pareilles à la cendre des urnes funéraires...

Il se trouve, bien entendu, ça et là dans le pays, des monu-



Eglise roumaine

ments historiques du Moyen âge et d'époque plus récente.

Ainsi, la ceinture de forteresses sur la rive du Dniester, bâties probablement entre le XVIème et le XVème siècles par les Princes de Moldavie. Ces vestiges de notre défense nationale qui reflètent la conception de l'architecture italienne sont l'oeuvre de maîtres génois, venus sur les bateaux rapides de la fameuse république qui avait des comptoirs jusqu'aux points les plus éloignés de la Mer Noire. Ces murs élevés à Hotin, Soroca, Tighina et Cetatea Albă, dont le but initial était d'opposer une digue aux invasions des Tatares de Crimée, et qui sont d'un pittoresque remarquable, ont joué, plus tard, à plusieurs reprises, un rôle décisif dans les guerres russo-turques.

A partir du XIIIème siècle le

style gothique est représenté en Transylvanie par d'importants travaux, qui sont sur le sol roumain comme les avant-postes de l'Occident. Les Saxons surtout ont adopté dans leurs villes, sur une vaste échelle, toutes les nuances du style gothique, des angles massifs des bastions jusqu'à la ligne élancée des clochers. Les églises de Brasov, Sibiu et Sighisoara cristallisent d'une façon caractéristique le génie allemand et portent l'empreinte des artisans de Nuremberg ou de Rotenbourg. Et il en est de même du château de Bran, qui, avec ses 700 ans d'existence, semble un nid de chevaliers du Moyen Age, arraché à l'un des hauteurs des bords du Rhin et fixé par miracle aux rochers de nos Carpathes.

* * *

Comme les fleuves qui, le long de leur cours, creusent un lit souterrain et reparaissent plus loin, nous nous sommes retirés de l'histoire, pour demander ensuite, au bout de quelques siècles, la parole, avec un impétueux élan. Dans ce silence se sont créées une âme et une conscience. Sous les fiers sapins et sur l'herbe des clairières couvertes de rosée, au milieu des troupeaux de brebis, les arrière-petits-fils de l'ancien mélange thraco-romain ont laissé couler leurs jours. En contact direct avec les mystères de la nature, ils ont acquis une sensibilité très fine et une vie intérieure pleine de mystère. Les anciennes hérédités jointes au panthéisme romain, les préceptes chrétiens brodés sur le fond lumineux du paganisme de jadis, le bruit des forêts, la foudre tombant sur les pics, le murmure des sources et le chant de la cigale, toutes ces cordes faisant partie d'un riche clavier, sans commencement et sans fin, ont aiguïlé les sens et ont rendu plus profondes encore les résonances intérieures. Au cours de cette vie primitive, patriarcale, les valeurs esthétiques se sont fixées avec précision, une harmonie de lignes et de couleurs a inspiré l'oeil et la main.

* * *

Celui qui chercherait à examiner avec compétence l'incommensurable trésor de l'ethnographie roumaine, pourrait constater notre incontestable supériorité sur les manifestations analogues d'autres peuples. La variation des costumes d'une région à l'autre, souvent d'un village à l'autre, les motifs et la finesse de ces véritables poèmes brodés sur la toile de lin, le goût discret qui préside au choix des couleurs et des dessins, tout ceci donne une ample symphonie visuelle, qui ne peut être comparé qu'au trésor du folklore littéraire et musical conservé dans le clair obscur des villages. Un étranger ne peut imaginer cette cascade de sensations que personne ne pourra jamais décrire.



Octavian Goga

Pour les éprouver, il devra se rendre lui-même sur une colline, au flanc de la montagne, assister à la danse des jeunes paysannes par un dimanche d'été, retrouver dans leur souplesse le rythme antique des mouvements fixés sur les vases grecs, regarder en passant les entailles du gourdin d'un pâtre de Rucar ou s'émerveiller de la splendide élégance barbare des tapis d'Olténie. Un sens impeccable de la forme et des proportions habite dans notre campagne et pénètre toutes les créations nationales, petites ou grandes, depuis les portes de chêne sculpté du département de Gorj, jusqu'au dernier des pots de terre qui étanche la soif d'un passant. Pour nous, elles respirent l'éternité.

* * *

Il existe, pourtant, une civilisation resplendissante dont les formes et les principes sont venus jusqu'à nous, ont pris racine sur notre sol et, acquérant droit de cité dans cette seconde patrie, y ont trouvé une signification nouvelle. C'est la tradition byzantine. Liés confessionnellement à l'Orient, nous avons transplanté chez nous, avec les dogmes et le rite de l'orthodoxie, une nouvelle conception de vie et toutes les conséquences qui en découlent. Cette importation spirituelle a reçu en se

déposant dans l'âme roumaine, l'empreinte des influences locales. L'architecture et la peinture byzantines, avançant vers le nord, se sont arrêtées chez nous et ont donné naissance à l'immortels chefs-d'oeuvre d'art religieux. En tant que manifestation artistique le néo-byzantinisme roumain est la continuation d'une conception initiale amplifiée et adaptée. En architecture et en peinture, tout comme en sculpture ornementale, nos créations cisèlent et dépassent les premiers préceptes du style. La couleur locale se distingue pourtant nettement à chaque pas. Qui donc pourrait soutenir que les fresques de l'église Domneasà de Curtea de Arges ne s'inspirent pas des mêmes principes généraux que ceux des mosaïques de Ravenne ou la splendeur du Pantocrator du Dôme de Monreale; mais qui, d'autre part, ne se rend pas compte que, grâce à notre vision artistique, notre palette a pris des tons plus doux, plus tendres, que le sévérité ascétique a été remplacée par une douceur humanisée et que l'immensité des proportions gigantesques a été complètement abandonnée? La Roumanie est, à juste titre, fière de ses monastères. L'on trouve partout dans le vieux Royaume, cachés par de vertes collines ou enfouis dans les forêts, des monuments qui disent la continuité d'une doctrine religieuse.

C'est une vie tumultueuse, pleine de bruit et de couleur, c'est l'effort d'un corps qui fait craquer ses jointures raidies depuis des siècles, se frotte les yeux en tâtonnant et secoue la poussière qui l'avait noirci en route. Il y a, bien entendu, des hésitations, des points d'interrogation, des fantômes, des murs démolis, des projets prématurés, et il y a des élans d'énergie qui roulent dans le vide...

Ce n'est rien! Patientez!

Le lutteur de l'arène a les jarrets bien fixes dans le sol, et les regards dirigés vers le Ciel!

Tard venu, — ce n'est qu'à maintenant qu'il prend la parole.

CHURCHILL

CHURCHILL, the second world war

11 The Tide of Victory

CHAPTER 15

October in Moscow

I Arrive at Moscow, October 9 — Our First Meeting in the Kremlin — A Half-Sheet of Paper — My Telegram to the President of October 11 — Stalin Dines at the British Embassy — I Send Harry Hopkins the News — Balkan Tangles — My Note of October 11 on Eastern Europe — A Report to the Cabinet, October 12 — Russia and Roumania — Greece, Britain, and Greece — A Meeting with the Poles, October 13 — Command Performance at the Bolshoi Theatre — Russian Plans for War with Japan — The Second Military Meeting in the Kremlin, October 15 — The Curzon Line — My Telegram to the King of October 16 — 'All Fools' Day' — I Report to the President, October 22 — The Future of Germany — Close Contact with the Soviets than Ever Before.

We alighted at Moscow on the afternoon of October 9, and were received very heartily and with full ceremonial by Molotov and many high Russian personages. This time we were lodged in Moscow itself, with every care and comfort. I had one small, perfectly appointed house, and Anthony another near by. We were glad to dine alone together and rest. At ten o'clock that night we held our first important meeting in the Kremlin. There were only Stalin, Molotov, Eden, and I, with Major Birse and Pavlov as interpreters. It was agreed to invite the Polish Prime Minister, M. Romer, the Foreign Minister, and M. Grabitz, a grey-bearded and aged academician of much charm and quality, to Moscow at once. I telegraphed accordingly to M. Birkolajczyk that we were expecting him and his friends for discussions with the Soviet Government and ourselves, as well as with the Lublin Polish Committee. I made it clear that refusal to come to take part in the conversations would amount to a definite rejection of our advice and would relieve us from further responsibility towards the London Polish Government.

The moment was apt for business, so I said, "Let us settle about our affairs in the Balkans. Your armies are in Roumania and Bulgaria. We have interests, missions, and agents there. Don't let us get at cross-purposes in small ways. So far as Britain

and Russia are concerned, how would it do for you to have approximately 50 per cent predominance in Roumania, for us to have ninety per cent of the say in Greece, and go fifty-fifty with Yugoslavia? While this was being discussed I wrote out one-half sheet of paper.

Roumania	. . . . .	90%
Russia	. . . . .	10%
The others	. . . . .	10%
Greece	. . . . .	90%
Great Britain	. . . . .	50-50%
(in accord with U.S.A.)		
Russia	. . . . .	50-50%
Yugoslavia	. . . . .	50-50%
Hungary	. . . . .	75%
Bulgaria	. . . . .	25%
Russia	. . . . .
The others	. . . . .

I pushed the document, Stalin, said, "I don't know the translation. There was a slight pause. Then he took the blue pencil and made a large tick upon it, and passed it back to me. It was all settled in no more time than it takes to set down."

Of course we had long and anxiously considered our plans, and were only dealing with immediate war-time arrangements. All larger questions were reserved on both sides for what we then hoped would be a peace table when the war was won.

After this there was a long silence. The pencilled paper lay in the centre of the table. At length I said, "Might it not be thought rather cynical if it seemed we had disposed of these issues so fatefully to millions of people, in such an offhand manner? Let us burn the paper." "No, you keep it," said Stalin.

I also raised the question of Germany, but it was agreed that our two Foreign Ministers, together with Mr. Harterink, should go into it. I told Stalin that the Americans would be continuing to him during the course of our future discussions their plan of operations in the Pacific for 1945.

We then sent a joint message to Roosevelt on our first day.

10 Oct. 44
We have agreed not to refer in our discussions to Dumbarton Oaks issues, and that these shall be taken up when we three

POLAND

REMINDERS OF SOVIET MILITARY AID

A large delegation of Soviet army officers, led by former Red Army Air Force Marshal Sergiyin Rudenko, as well as delegates from East Germany and Czechoslovakia, attended ceremonies on January 17 honoring the 20th anniversary of Warsaw's liberation from the Nazis. The newly-elected first secretary of the Warsaw City party committee, Stanislaw Kociolek, gave the main speech, which expressed gratitude to the "liberators" and described the enormity of the postwar effort needed to rebuild the capital. Similar observances were held in Cracow, Oswiecim (Auschwitz), and other cities, and still more ceremonies are planned this spring on the 20th anniversary of the German surrender.

The Soviet delegation to Warsaw did not include the 1945 commander-in-chief of the "liberating" troops, Marshal Rokossovsky, who is immensely unpopular in Poland. Rokossovsky kept the Red Army on the far side of the Vistula during the Warsaw Uprising in 1944, leaving the Poles to fight the Germans alone. Generals Stanislaw Poplawski and Wladyslaw Korzczyk, however, did attend; Poplawski served as Poland's Deputy Minister of National Defense and Korzczyk as Chief of Staff of the Polish Armed Forces after the war until they were recalled to Moscow after the October 1956 unrest.

The Soviets provided the Polish army with 17,000 officers after the war, according to the pro-regime Catholic magazine *Zycie i Mysl* (No. 10, 1964). This was half the size of the entire Polish officer corps at the time.

"PARTISANS" IN MINISTRY OF INTERIOR

Recent personnel changes in the Ministry of the Interior indicate that the department under Minister General Mieczyslaw Moczar remains an important stronghold for the "Partisan" faction in the communist party. Two new deputy ministers, announced by Radio Warsaw on February 3, are Tadeusz Dryzek and Stanislaw Filipiak. Dryzek, 46, is an electrical engineer who has held high positions in technical organizations but has had no previous experience

in the security apparatus. The 41-year-old Filipiak is a professional apparatchik who has worked for the secret police for years; the broadcast referred to him as a loyal "partisan".

One of the two vacancies was created by Moczar's promotion to Minister of the Interior last December; the other is reportedly a de facto replacement of Deputy Minister Franciszek Szlachcic who has never officially resigned but who is reported convalescing from a serious car accident last fall.

The third change in the ministry was the appointment of Ryszard Matejewski as Director General in the place of Wacław Komar. Matejewski, 42 years old, was director of a ministry subdivision from 1956 until the change, and has been a member of the security apparatus since 1945. Komar has never been officially dismissed, either, although the last mention of him in the post of Director General was in November 1963. Komar is known as one of the more colorful individuals in the communist regime. He worked for Soviet intelligence before the war, took part in the Spanish Civil War, served as Quartermaster General in the postwar Polish army, and in 1956 as head of the Internal Security Forces gave effective support to Gomulka against the stalinist faction.

PARLIAMENTARIANS ABROAD

Since its election in April 1961, the Sejm has maintained cordial contacts with a number of foreign parliamentary delegations from Austria, Belgium, Brazil, France, Ecuador, the German Democratic Republic, Mali, Romania, Venezuela, and most recently from Finland. Numerous deputies, prominent politicians and activists from Denmark, India, Japan, the United States, Switzerland, Great Britain and Italy have also been the guests of the Polish Sejm. In return, delegations from the Sejm paid visits to Finland, Indonesia, Hungary and the Soviet Union.

Polish representatives also participated in the sessions of the Inter-Parliamentary Union's Council in Rome, Lausanne and Lucerne, as well as in IPU conferences in Brazil, Yugoslavia and Denmark. Debates there concentrated on such topics as peace,

international security, coexistence and international cooperation, East-West trade relations, etc. (PAP, Warsaw, January 16).

BIRTH RATE DOWN

The Polish baby boom is continuing to taper off. Provisional data indicate that the 10.2 per thousand natural increase in 1964 in the Polish population was the lowest since 1946. The rate was 11.7 in 1963. On January 1, 1965, the population of the country was estimated at 31,300,000, of which 15.5 million were living in urban areas. According to Polish news media, the world average natural increase is 20 per thousand, and Poland's highest increase was in 1955 when the rate reached 19.5 per thousand. Since around 1957 the trend has been toward a lower birth rate, a development over which the regime and the Catholic Church have continually differed.

The population density reached an all-time high last year with more than 100 inhabitants per square kilometer. Although Poland has not yet regained its prewar total of 34.5 million inhabitants, the higher density is explained by the substantial decrease of the country's territory from 388.6 thousand square kilometers in 1938 to 312.5 thousand square kilometers after the war. (Radio Warsaw, February 1).

REPORTS ON WANKOWICZ

There are conflicting reports as to whether or not Melchior Wankowicz, the 72-year-old writer, will have to serve the 18-month sentence handed down by a Warsaw court in December for "transmitting abroad material slanderous to Poland". Gomulka himself is rumored to have ordered a medical examiner to report that Wankowicz was too ill to undergo imprisonment so the state could be spared the embarrassment of jailing one of the country's most famous writers.

At present Wankowicz is living in Warsaw, reportedly confined to the city boundaries. Apparently Gomulka and Wankowicz met together recently, but neither Wankowicz, nor his lawyer, nor state officials have commented on the outcome. Angela Nacken in the *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (February 1) reported that

his books would continue to appear, but a report from Poland indicated that the price of Wankowicz's freedom was not to publish or comment on the case.

TRADE WITH THE BLOC

Poland will increase its trade in 1965 by 28 percent with Czechoslovakia (to 1.8 billion foreign currency zlotys), 8 percent with Hungary, and 32 percent with Bulgaria. In addition to traditional deliveries of coal and some semi-processed products, Poland will increase its exports of industrial machines and electronic equipment.

A five-year protocol with Bulgaria provides for a considerable increase in 1966-1970, particularly in machines and industrial equipment. Trade between the two countries rose 35 percent in 1963. The communiqué issued by the heads of the planning commissions stated that they had also discussed the possibility of

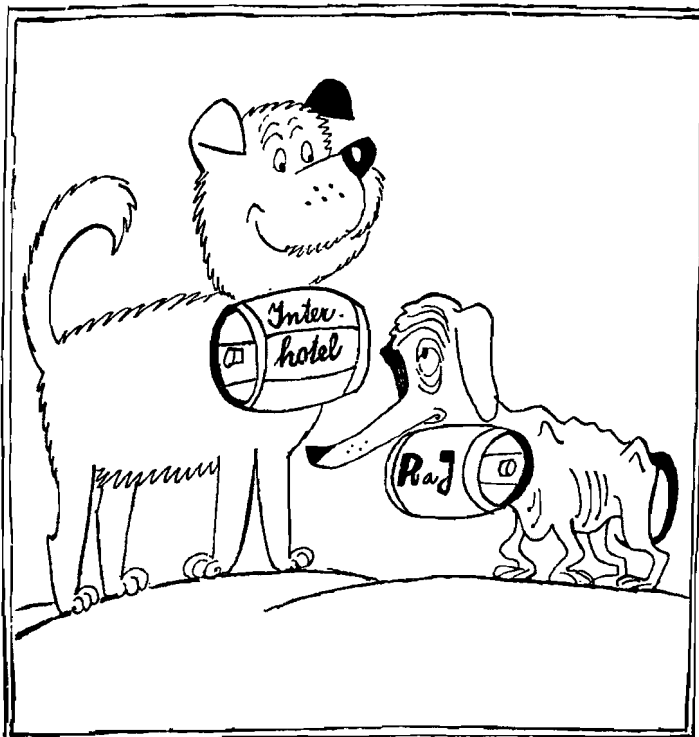
"mutual specialization and interplant collaboration, particularly in shipbuilding, the production of machine tools and measuring instruments, electronics, teletechnics, and the chemical industry". A similar protocol signed with the USSR predicted sizeable increases in the exchange of complete factories, raw materials, and consumer goods as well as closer economic cooperation.

The 1965 Polish trade protocol with Albania also provides for "a further increase in trade turnover, as compared to 1964". Between 1958 and 1962 Polish imports from Albania increased from 7.6 to 20.5 million foreign currency zlotys, and exports decreased from 17.6 to 14.8 million. (*Rabotnichesko Delo* (Sofia), December 9, 17, 18; *Trybuna Ludu*, December 9, 12, 23; *Radio Warsaw*, December 19).

Trade between Poland and East Germany suffers from a chronic deficit on the Polish side, and on the

average only half of East German exports to Poland are covered by reciprocal Polish exports. In recent years Poland has regularly made up about half of this deficit through transportation charges on East German goods being shipped to the Soviet Union. Last year, however, the usual Polish loss was augmented by a 400-billion-zloty credit from the GDR for the construction of an electric power combine. (*Handelsblatt* (Dusseldorf), January 27).

The two countries signed a new trade protocol on January 25 which provides for a 10.6 percent trade increase in 1965. The agreement also contains plans for industrial co-production; for instance, Polish light industry will prepare special cotton and carpet yarn for the East German textile industry, and East German heavy industry will make steel pipes from Polish steel plates, to be shipped back to Poland. (*Trybuna Ludu*, Jan. 26).



Interhotel handles the requirements for foreign tourists; Raj takes of the needs of Czechoslovak citizens.

ROHAC (Bratislava)

ALBANIA

NO TO WARSAW

The Polish government's invitation to Albania to attend the January 19-20 meeting of the Political Consultative Committee of the Warsaw Pact members was answered by a letter from Tirana which was a long tirade against the USSR, as well as a review of some of the main differences between Albania and the Soviet bloc.

The Polish invitation and the Albanian response were published in *Zeri i Popullit* and *Bashkimi* of February 2. The Albanian letter for the first time condemned the Warsaw Pact countries for cooperating with the USSR and, as usual, set conditions for Albanian attendance which were totally unacceptable to Moscow.

« In 1961, the Soviet Government headed by N. Khrushchev imposed in an absolutely arbitrary and illegal manner de facto exclusion of Albania from the Warsaw Pact... because Albania did not submit to the anti-Marxist line and chauvinistic dictate of the great might of Soviet leadership headed by Khrushchev... Other Warsaw Pact member states bear a particular responsibility for having allowed the Soviet Government and Khrushchev to commit extremely hostile acts against Albania. »

The "hostile acts", said the letter, included discontinuing material aid to the Albanian army, unilaterally breaking off relations with Albania, and calling on the Albanian people to overthrow the regime.

The letter also accused Khrushchev of arming the « Jugoslav Titoite group, which is a well-known agency of American imperialism », as well as the "Indian reactionaries, who attacked the CPR, a socialist country, and imprisoned and tortured ndian communists".

The Albanian letter also expressed its strong opposition to the Soviet-US test ban treaty, which it termed "shameful capitulation to nuclear blackmail by American imperialism". And it stated that "the first task of Warsaw Pact member states is to defend the GDR with all their strength" against the Bonn government and its Western allies. It urged that a peace treaty be signed with East Germany forthwith, and that the Warsaw Pact nations state their intention of equipping all socia-

list countries with nuclear weapons if West Germany receives them.

In response, the Warsaw Pact Consultative Committee said only that it "notes that Albania refuses to participate in Warsaw Pact proceedings". It did not bother to answer any of the Albanian charges.

WHO'S GOT RHYTHM?

The Second Music Festival of Radio Tirana in December 1963 aroused the ire of party critics for being an "expression of rhythmic dance music, rather than pure and melodious music", and for showing signs of Western "contamination". At the Third Music Festival last December, participants showed a resolve to do better. The result: musicians and composers sharply criticized its lack of "vitality" and "rhythm". Speaking at a roundtable discussion, composer Cesk Zadeja summed up the mistakes.

"We express the vitality of our times through light music written in an outdated language, in an archaic style. This we do either by sliding into the domain of folk music or by creating melodies in slow tempo. All this happens because certain people have begun with the incorrect premise that Albanian music is characterized by slow rhythms. The net result of such an attitude was that the festival lacked vitality". (Drita - Tirana).

A second composer, Agim Prodana, added that "if we are against extravagance, mannerism, and sensationalism, it does not necessarily mean that we are against rhythm. I believe that there has been a great deal of confusion over this. This also explains why the festival, in making the corrections called for, overdid it".

PRAISE FROM ROMANIA

An article in the Romanian party newspaper *Scinteia* written for the 19th anniversary of the Albanian People's Republic, praised the achievements of the Albanian people and expressed Romanian friendship. The article stated that the Albanian working people, "under the leadership of their Workers Party, have scored ma-

lor achievements along the road of socialist construction". None of the other Soviet-bloc governments went beyond perfunctory congratulations to the Albanian people.

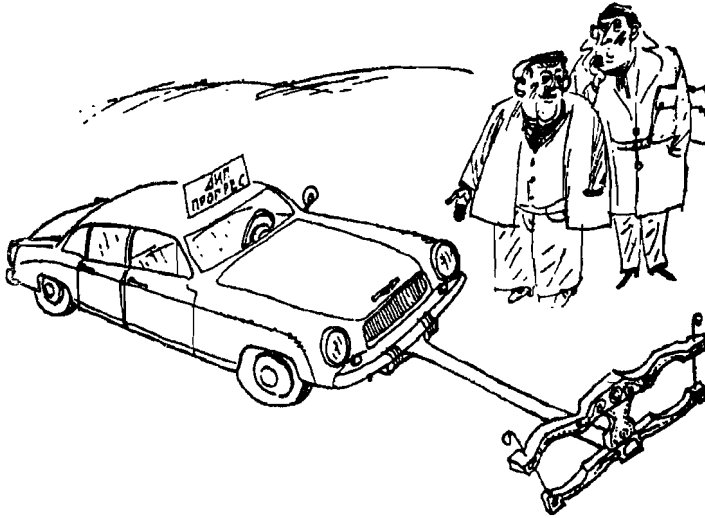
DISAGREES WITH UN

The Albanian Permanent Representative to the United Nations, Halim Budo, fell out with the UN Secretariat in January on two counts—payment of UN dues and the question of whether or not Albania is trading with the Union of South Africa.

Budo denied that Albania is importing goods from the Union of South Africa, as stated in a report of the UN Secretariat. Said Radio Tirana (January 22): "As is known, the Albanian government has always condemned the policy of racial discrimination followed by the South Africa government".

Budo also took exception to the UN Secretary General's report to the General Assembly of January 18, which named Albania as one of those member countries who owe dues to the UN. In a letter to Secretary General U Thant on January 25, Budo said that Albania had regularly paid its annual membership dues. Article 19 of the UN charter, he charged, has been "unjustly and abusively interpreted—a fact connected with US propaganda and attempts to use the UN for US interests". (Tirana Domestic Service, January 27).

On February 16, the Albanian delegate again clashed with the UN in a move generally felt to have been inspired by Peking. Denouncing the "domination" of the UN by "two great powers", Budo moved that the Assembly take a roll-call vote whether to continue the no-vote procedure it had followed in order to avoid a showdown between the US and the USSR over assessments for peacekeeping troops. Under the UN Charter, the Soviet Union, France, and 11 other members would automatically lose their vote for being two years in arrears. Although Budo repeatedly refused to yield during the debate, his proposal was voted out-of-order when the US agreed to allow the Soviets to vote on this "procedural" question.



« We made the car for our director. That yoke in front is exactly to his taste and specifications »

Sturshel (Sofia)

ROMANIA: RESISTING RUSSIA

Romania's current attempt to slough off the yoke of Soviet hegemony was highlighted in recent celebrations of the 106th anniversary of the merger of the principalities of Moldavia and Muntenia, which form the nucleus of modern Romania. Radio Moscow, January 23, claimed in a broadcast beamed to Romania that Russia had contributed to the union of the two principalities. A day later, Scinteia (Bucharest), in an un-precedented front-page article on the anniversary, provided something in the way of a retort. The paper

conceded that the Russian Empire, along with other European states, had favored the Romanian people's aspirations, but added that Russia's aid had been in her own self-interest, since the existence of a Romanian state might have weakened the Ottoman Empire then the bugbear of Russia's rulers.

Another instance of Romanian Russophobia occurred in connection with an article published in Lupta de Clasa, by Professor Stefan Pascu, which referred to a collection of previously unpublished papers of Karl

Marx entitled "Notes on Romanians". The notes, Professor Pascu said, accuse the Russians of having helped crush Romanian revolutionary movements in the 19th century and of having cynically taken control of Bessarabia through a deal with Turkey even though the majority of people in that province spoke Romanian. (The "Notes", which were recently brought from Amsterdam to Romania and which, translated into Romanian, reportedly sold out overnight, also charge the Russians with using political power to enforce economic exploitation).

ROMANIA

TRADE AGREEMENT WITH FRANCE

French Finance Minister Valery Giscard D'Estaing arrived in Bucharest in early February to affix his signature to a new five-year Romanian-French trade agreement which provides for a 60 percent increase in the volume of exchange between the two countries. The agreement, signed on February 8, follows two years of intensive negotiations between Romanian and French officials and, according to reports, will pave the way for a 100 percent increase in the volume of trade by 1969.

Reliable sources have estimated that in the first nine months of 1964 Romanian exports to France amounted to 106,907,000 francs; Romanian imports from France in the same period totalled 149,828,000 francs. French firms are supplying Romania with industrial equipment, two petroleum refineries, a radio-television factory, sugar refineries and, most important of all, have negotiated contracts for a \$32 million investment in the Romanian steel complex at Galati.

OPINION POLL

For the first time the Romanian press has published the results of

an opinion poll. The literary journal, Luceafarul, belatedly emulated periodicals in Poland, Hungary and Czechoslovakia with a recent report on the responses of 100 bright high school students to questions relating mainly to their ambitions in life. Not surprisingly, the poll disclosed that Romanian teenagers place great value on friendships and "interesting" occupations and attach less importance to serving the community or attaining highly paid jobs. They like modern dances, such as the twist, and have only, the vaguest ideas of what is meant by such terms as « realism », « surrealism » or « na-

turalism ». Luceafaru's conclusion was that, despite the difference between communist and bourgeois education, youth the world over faces common problems. The periodical indicated that the examination of public opinion will play an increasingly important role in Romania.

CUBA RECALLS STUDENTS FROM ROMANIA

The Cuban government recently ordered some 130 students now studying in Romania to return home. This action followed the Romanian government's refusal to allow the Cuban students to hold a rally in Bucharest on January 1, in honor of Cuba's National Day. The Romanian authorities contended that the stu-

dents were in Romania to study and not to carry on political activities.

The real reason for the Romanian ban was probably the desire to avoid any incident which might throw a wrench into current plans for increased ties with the West.

TRADE WITH THE USSR

A protocol signed in Moscow on January 8 set the total volume of trade between the USSR and Romania in 1965 at 790,000,000 rubles. This represents a four percent increase over the planned volume of trade for 1964. In comparison, Romania's recent trade agreements with Poland and Bulgaria envisage increases of 12 and 20 percent respectively. Radio Bucharest, January 9, claimed, however, that the planned

volume agreed upon in the protocol is higher than was originally envisaged in the Soviet-Romanian long-term agreement for 1961-65.

Soviet Russia will deliver to Romania machine tools, equipment for power, mining, transportation, road-building, telecommunications and air transportation, as well as coke and coking coal, iron ore, ferrous alloys, rolled products, chemical products, steel tubes, compressors, excavators, cotton, pig iron, copper, aluminum and naval equipment. Romanian deliveries will include equipment for the oil and chemical industries, electric motors, power transformers, pumps, ball bearings, sea-going and river ships, oil products, rolled steel, synthetic rubber, timber, furniture, textiles, vegetables, fruit, and wine.

KRUPP GOES TO POLAND

WEST GERMANY'S Friedrich Krupp works signed an agreement with the Polish communist government in January to set up joint plants for the manufacture of machinery—possibly including trucks, agricultural machinery, road-building equipment, and technical instruments. Details are scarce, but Western reports—including a Washington interview with Krupp spokesman Berthold Beitz on February 2—indicate that Krupp will set up one or more branch factories in Poland in which the equipment, technical and managerial personnel, and production specifications will be provided by the West German firm and the labor, land, and buildings by the Polish state. Most of the output will be sent to Germany for final processing and sale.

This is the first such agreement between communists and capitalists, and there are likely to be more. Last November the head of the Romanian planning commission informally invited American businessmen to set up firms in Rumania in partnership with the government. At the moment several Yugoslav firms are licensed to produce Western goods, including Fiat cars. And Krupp itself is interested in making similar arrangements with other East European countries. Poland's main objective in the Krupp deal is reportedly to improve the quality of its exports

and to secure a better place in trade with the West; however, the Gomulka regime has an obvious interest in the several thousand jobs the project will create since rising unemployment is one of Poland's long-run economic problems.

The Krupp agreement is the result of months of talks and negotiations and several visits by Krupp representatives to Polish enterprises. The chief engineer of the deal is Beitz, the Krupp emissary whose visit to Warsaw in December was his eighth since early 1958. Beitz has long sought commercial relations with Eastern Europe and is personally acquainted with most of the important East European leaders.

He stated that the arrangement is a private business contract, but the Bonn government had encouraged his activities. In February he flew to Washington for talks with Vice President Humphrey, Secretary of the Treasury Dillon, and Under Secretary of State Ball. He told the **Baltimore Sun**, that US officials had no objections to Krupp's plans. He also stated that Krupp had disallowed all sites in the disputed Oder-Neisse territories as possible locations for the plants, to avoid political complications.

Because the Federal Republic does not have diplomatic relations with Poland, many of the detailed arrangements were handled by Bundestag

member Erik Blumenfeld, who is well received by the Warsaw government. According to **Die Welt** Blumenfeld returned to Hamburg on February 5 after five days of negotiations during which he met with Polish Foreign Trade Minister Trampezynski and Deputy Foreign Minister Winiewicz. He discussed the status of German technicians and their families in Poland, school facilities for their children, consular protection, tariffs, etc.

The first official Polish acknowledgement of the deal came in a PAP communiqué on February 6 and a Radio Warsaw broadcast the following day. These vaguely spoke of economic relations with "Western and Northern Europe" and of "cooperation" with certain firms in Austria, Sweden, and the German Federal Republic. The agreement with Krupp was likened to a Polish-Austrian proposal to cooperate in supplying "third countries" with machines and complete industrial installations, a project discussed several times about a year ago but never officially implemented. The reasons for this reticence are obvious: Warsaw is faced with the task of justifying a practical economic agreement with a capitalist firm. Moreover, the efforts of Polish communist propagandists down the years have tended to associate the name of Krupp with "revanchist, militarist" circles in the Federal Republic.

HUNGARY

1964 PLAN FULFILLMENT

Industrial production rose nine percent in 1964, an overfulfillment of the planned target of seven percent. This was the most optimistic segment of the report published by the Central Statistical Office. It noted that national income, which increased four percent, was off the target by two to three percent, and agriculture, which showed a modest rise of two percent over the previous year, was off by the same amount.

Not all of the nine percent rise in industrial production was pure gain, since some of it went to swell the already oversize stockpiles of unsold goods. Matyas Timar, Minister of Finance, was quoted as saying that « in the past four years . . . industrial stocks have increased by nearly 50 percent: about 20 billion forints' worth. » The machine industry and the construction industry failed to meet their targets, although there were increases in the output of coal (3.5 percent); crude oil (2.5 percent); natural gas (28 percent); and electrical energy (9.4 percent).

Production of important sectors of the economy was as follows (percentage changes above plan in parentheses, percentage under fulfillment in italics): coal, 31.5 million tons (1.1); crude oil, 1.8 million tons (planned); electric energy, 10.6 billion kwh (1.4); bauxite, 1.5 million tons (1.9); steel, 2.4 million tons (2.4); rolled steel, 1.7 million tons (2.7); aluminum, 56,900 tons (0.5); cement, 2.3 million tons (0.3); nitrogenous fertilizers, 448,000 tons (14.8); superphosphates, 539,000 tons (9.6); buses, 2,562 (3.1); television sets, 270,000 (planned); washing machines, 174,000 (3.3); iceboxes, 700,000 (0.1); cotton textiles, 304 million meters (0.5); wool, 36 million meters (0.3); shoes, 24.8 million pairs (1.2); sugar, 449,000 tons (0.4); butter, 19,000 tons; (7.3); beer, 4.2 million hectoliters (3.1).

The number of employees in state industry rose by 45,800, about 11,000 more than required by the plan, and only 55 percent of the increase in production came from in-

creased productivity compared with the 66 percent required by the plan.

The two percent rise in agricultural production came largely out of the increase in livestock. The state purchased more grain, wine, poultry, eggs and milk, while there was a drop in the purchase of cattle, potatoes, vegetables and fruit. Shortage of transportation was held partly responsible for the poor showing in agriculture.

There was a rise of 14 percent in imports and 12 percent in exports; the best showing for exports was in the sale of buses, machine-tools, pharmaceuticals and ready-to-wear garments. Criticism of the quality of exported goods emphasized, as in the past, their poor quality, uneven production, late delivery, and inadequate packaging.

Investments rose seven percent over 1963, with 42 percent of the total going into industry and 21 percent to agriculture. Retail sales exceeded the plan by 7.6 percent, with an increase of eight percent in food sales, which accounted for about half of all retail purchases. Aside from a continuing shortage in meats, food supplies were considered generally adequate.

Commenting on the industrial results for 1964, Politburo member Lajos Feher said that the first four years of the second five-year plan had shown progress, but it was unsteady and « much slower than expected. »

In industry, we planned to cut costs by 10 percent, but only cut them by five percent. Some products are obsolete, and marketing methods are inadequate. We must produce according to demand, and not for the warehouses or our national income will freeze. National income must be raised by increasing productivity and cutting costs. (Megyi Neptszag Bekes.)

SOME VISITORS IN BUDAPEST

A brief, uninformative communiqué issued in February 1 was the only public notice of a three-day meeting (January 29 to 31) of Soviet leaders Brezhnev and Podgorny with First Secretary Kadar and the Politburo in Budapest. The communiqué reported only that there was a « comradely and intimate exchange of views in questions of interest to both parties. » There had been no advance notice of the visit.

Hungarian papers and radio made much more fuss about the simultaneous visit of Austrian Vice Chancellor Dr. Bruno Pitterman, who was in Budapest from January 28 to 29. Although there was no hard news about further expansion of trade or cultural ties with Austria, Magyar Nemzet expressed the hope that « the visit will mark a new stage in Austro-Hungarian relations. » Pitterman was optimistic about mutual trade relations, pointing up the advantages inherent in the geographical proximity of the two countries.

REHABILITATIONS

The latest communist to be rehabilitated is Tibor Szonyi, former deputy section chief of the party cadre department, who was arrested as a Titoist in June 1949 and later executed. On December 31, which would have been his 61st birthday, Nepszabadsag printed a eulogy of him. Szonyi, by profession a physician, joined the illegal communist party in 1930.

Andras Szalai, deputy head of the cadre department who was sentenced to death along with Szonyi, was rehabilitated in an article in the February 6 issue of the party daily on the occasion of his 48th birthday.

FOR OUR FRIENDS

All correspondence and eventual requests to collaborate with «Europeast Bulletin», should be sent to the following address:

Largo Chigi 19 - Rome

BULGARIA**1964 PLAN FULFILLMENT**

Industrial production rose 11.1 percent over 1963, according to Rabotnichesko Delo which reported that this figure represented an overfulfillment of the plan by 3.2 percent.

Agricultural production increased 8.6 percent, with a rise of 15 percent in grain. However, there were shortfalls in the production of fruits and vegetables, and there was a drop in the number of cattle, sheep and poultry; the number of pigs increased by 14.1 percent.

The plan for capital investments was reported fulfilled, with a rise of 6.7 percent over the previous year. National income rose by 6 percent, and the average industrial wage rose by 2.3 percent. Retail sales rose by 5.6 percent against a planned target of 7 percent. The plan for exports was overfulfilled by 8.4 percent and for imports by 9.1 percent.

The following output figures were given (percentage changes over 1963 in parentheses, decreases in italics): electric power, 8.6 million kwh (21); coal, 25.5 million tons (16); iron ore 716,000 tons (9); pig iron for steel, 385,000 tons (92); pig iron for foundries, 64,000 tons (6); steel, 475,000 tons (3); rolled steel, 363,000 tons (3); electrolytic copper, 21,000 tons (4); lead, 87,000 (71); zinc, 59,000 tons (5); tractors, 2,050 (232); electrocars, 13,393 (63); batteries, 805,000 (0.5); television sets, 54,000 (85); electric washing machines, 106,000; (11); home refrigerators, 22,000 (32); nitrogenous fertilizers, 612,000 tons (102); phosphorous fertilizers, 491,000 tons (19); carbamid, 27,000 tons (61); sulfuric acid, 291,000 tons (8); caustic soda, 30,000 tons (43); calcined soda, 221,000 tons (10); plastics, 25,000 tons (32); automobile tires, 403,000 (16); cellulose, 59,000 tons (54); paper, 79,000 tons (12); cement, 2.5 million tons (17); bricks, 1.08 million (15); roof tiles, 150 million (6); lumber 4.2 million cubic meters (1); veneer, 13.1 million square meters (0.3); cotton fabrics, 268 million meters (7); woolen fabrics, 16 million meters (0.2); silk fabrics, 15 million meters (14); meat, 177,000 tons (7); cheese, 64,000 tons (0.6) butter, 12,000 tons (22); edible vegetable oils, 96,000 tons (5); su-

gar, 225,000 tons (58); canned fruits and vegetables, 353,000 tons (5); processed tobacco, 119,000 tons (16).

GDR PUBLISHES BULGARIAN « REVISIONIST »

A Bulgarian spokesman recently scolded an East German periodical for printing a philosophical article by one of Bulgaria's young "revisionists". Todor Pavlov, honorary chairman of the Bulgarian Academy of Science, claimed that the article, before finding its way into Deutsche Zeitschrift fur Philosophie (East Berlin), had been unanimously rejected by the editorial board of Bulgaria's Filososfska Misal. The reason: it was "inadmissible" to publish "revisionist views on the Leninist definitions of philosophy and the philosophical concepts of matter". Pavlov said that the author of the article, Z. Zhelev, had been rebuked by Filososfske Mised in 1964, which charged him and two other young philosophers (Dzhazhev and Uvakov) with displaying a passion for innovation at any price and with deviating from Marxist-Leninist philosophy in a way that could only be termed revisionist. (Septemvri - Sofia).

CULTURAL-SCIENTIFIC COOPERATION

Bulgaria and the USSR signed an agreement in Moscow on cultural and scientific cooperation for 1965-66. Although the accord envisages an all-around "deepening of mutual ties" in such fields as sports, publishing, public health, radio, television and higher education, scientific cooperation is apparently to be given priority. Radio Sofia, January 23, in reporting the agreement, said that exchanges in science are expected "to be especially fruitful".

At present about 1,350 Bulgarian university and post-graduate students are studying in Soviet institutions of higher learning. This year another 390 students will go to the USSR. The two countries will also exchange research workers and lecturers on specialized subjects, and will set up "mutual consultations".

Four Scholars to US

Under the US-Bulgarian cultural and scientific exchange program, four Bulgarian scholars will study at American universities in 1965, and four American scholars will go to

Bulgaria. According to the exchange, arranged with the Bulgarian government by the inter-university committee at Bloomington, Indiana, which is an association of American unities with East European study programs, the Bulgarian scholars will remain in the US for a period of seven months.

FARM DECREES

The government recently took steps to strengthen collective farms in Bulgaria's mountainous and semi-mountainous regions. A decree that went into effect the first of the year provided for special premiums to be paid to the farms for livestock and produce sold to the state; these bonuses range from 10 to 60 percent above the regular state purchasing prices. Similar bonuses are now to be paid to state farms in the mountainous and semi-mountainous regions. To increase the profitability of state farms, the government issued a decree establishing a special centralized agency to coordinate the activities of these farms. (Rabotnichesko Delo). Over the past two years measures aimed at bolstering farm collectives in mountainous areas have involved increased purchasing prices for some rural products, the enlargement of private plots and the reorganization of collectives in the Smolyan district.

ECONOMIC COOPERATION WITH PRAGUE

Between 1966 and 1970 Bulgaria and Czechoslovakia will step up mutual trade in goods connected with the machine building industry, the chemical industry, metallurgy and light industry. Bulgaria will also deliver to Czechoslovakia fresh and processed food products. A protocol signed in Prague, December 18, called for an increase of 12 percent in trade between the two countries in 1965. (Rabotnichesko Delo).

SHIPS FROM JAPAN

Some time in the near future Bulgaria is expected to place an order for the construction of ten ships by Japanese shipyards. The Bulgarian foreign trade enterprise recently made inquiries concerning the construction of two 25,000-ton tankers and eight 9,000-ton coal carriers. Last year, Bulgaria ordered five such coal carriers. The first coal freighter arrived from Japan at the Black Sea port of Varna on December 1.

Le prix de la paix à Karl Jaspers

CONSCIENCE POLITIQUE DE NOTRE TEMPS

Le Prix international de la Paix a été attribué cette année au philosophe allemand Karl Jaspers pour son ouvrage « La bombe atomique et l'avenir de l'homme ». Nous donnons ci-dessous des extraits du discours prononcé à l'occasion de la remise du Prix par M. Fernand Desonay, membre de l'Académie Royale belge de Langue et Littérature Française, et où l'auteur souligne la nécessité, dans le monde nouveau qui nous est offert « d'une instance humaine supérieure dont les décisions soient fondées sur une juridiction ayant plié la souveraineté des Etats à un ordre universel, à un ordre de l'humanité libre... ».

Il y aura bientôt vingt ans, en 1946, à un moment où le ciel était encore souillé au-dessus des camps d'extermination du Troisième Reich par les fumées des fours crématoires, un livre paraissait: *Die Schuldfrage. Ein Beitrag zur deutschen Frage*, qui serait traduit dès 1948, aux Editions de Minuit, sous le titre: *La culpabilité allemande*. Pour la première fois, un Allemand, s'adressant à ses compatriotes et au monde, affirmait que, faute d'avoir protesté contre les attentats les plus monstrueux à la solidarité humaine, l'Allemagne devait être reconnue coupable d'une culpabilité métaphysique (*metaphysische Schuld*). Et cet Allemand qui se mettait ainsi en situation d'accusé en aveux devant le tribunal de la conscience universelle était un des noms les plus fameux de la philosophie de l'existence, un penseur qui aujourd'hui encore fait honneur à son siècle: Karl Jaspers.

Sans doute, il n'est pas question, pour Jaspers, de nier jusqu'à la possibilité de tout rachat du peuple allemand. Une volonté d'expiation peut déboucher sur une éthique d'espérance. Le sentiment de la responsabilité implique, au demeurant, la vocation au dialogue: pour se confesser il faut être deux. D'autre part, l'Allemagne qui a survécu au national-socialisme n'a pas perdu le droit de se réclamer, par exemple, de Kant et de Goethe, ces deux Européens de désir, et je dirais volontiers: ces deux citoyens du monde. Il reste que Karl Jaspers, dans le droit fil de l'enseignement de son maître à penser Max Weber,

se montrait soucieux, noblement, d'un des problèmes les plus délicats, d'une des tâches les plus urgentes que requérait l'actualité de l'immédiate après-guerre.

Que cet homme de bonne volonté éprouve jusqu'au scrupule le besoin de communiquer avec ses frères humains, les orientations mêmes en portent témoignage d'une carrière qui s'identifia toujours avec le goût de l'exhortation, le sens de l'appel. Rien n'est plus étranger à Jaspers que l'autocontemplation du solipsiste en proie à l'acte pur d'une pensée qui serait à elle-même sa fin.

Né à Oldenbourg, à l'ouest de Brême, le 23 février 1883, Jaspers eut le bonheur d'avoir deux éducateurs également ouverts à ses interrogations passionnées: son père et la nature. Après une incursion sans joie comme sans lendemain du côté des études juridiques, dont le formalisme le rebute, il décide, à l'âge de vingt ans, au lendemain d'un séjour de méditation à Sils-Maria, de s'inscrire à la Faculté de médecine, quitte à se consacrer de préférence, par la voie de la psychiatrie, aux sciences de l'esprit. Docteur en médecine en 1909, il exerce depuis l'année précédente les fonctions d'assistant bénévole à la clinique psychiatrique d'Heidelberg, la vieille ville universitaire qui sera, jusqu'aux inexpiables décrets de proscription du régime hitlérien, l'ardent foyer d'où irradiera sa pensée philosophique.

Car il est devenu philosophe, moins par élection que par aboutissement, parce que la règle d'airain du laboratoire et le service rigoureux de la salle des

malades l'ayant rompu à la discipline de la recherche, il lui paraît qu'il est désormais armé pour plonger aux abysses du gouffre intérieur. Jaspers n'oubliera jamais que la science lui a enseigné la méthode d'investigation, des pratiques expérimentales: il revendiquera toujours, comme champ de l'activité philosophique, l'univers original de la métaphysique, les incommensurables richesses de l'être.

Les années 1924-1931 sont entre toutes fécondes. Le penseur élabore les trois volumes de sa *Philosophie*, laquelle paraît en 1932, *nel mezzo del cammin...*, au milieu du chemin de la vie, mais aussi l'année même où la croix gammée dessine de plus en plus insolentement sa sinistre araignée sur le brassard des chemises brunes. *Philosophische Weltorientierung*, car la quête de l'être est tournée vers le monde, *Existenz-erhellung*, car il s'agit d'une philosophie originale de l'existence, *Metaphysik*, car nous sommes jetés dans la transcendance: telles se présentent les trois faces d'une imposante pyramide qui n'a guère son égale dans l'histoire de la pensée contemporaine. Cependant, l'enseignement de Jaspers attire au pied de sa chaire de philosophie à Heidelberg des auditeurs fervents.

1933: Hitler est devenu chancelier du Reich: Jaspers se voit enlever le droit de collaborer à l'administration de l'Université dont il est une des illustrations. En 1937, il est brutalement rayé des cadres, privé de sa chaire. A partir de 1938, interdiction lui est faite de publier. Le philosophe de l'existence, l'homme de

la communication est entré dans l'effroyable nuit de l'Allemagne hitlérienne qui brûle les livres en attendant de livrer aux flammes des vieillards, des jeunes femmes, des enfants. Pour moi, qui ai connu de 1940 à 1944 l'interdit fulminé par les mêmes nazis de monter dans ma chaire de l'Université de Liège, je sais ce que signifie ce bâillon sur les lèvres du professeur.

L'âge de fer auquel nous sommes condamnés

Le 29 novembre 1963, à cette même tribune du Palais provincial de Liège où nous sommes accueillis une fois de plus avec tant de bonne grâce par Monsieur le Gouverneur Clerdent, mon excellent confrère et ami Marcel Thiry, tout en complimentant le lauréat Roger Caillois pour son brillant essai couronné par notre jury: *Bellone ou la pente de la guerre*, regrettait que le temps ne fût pas encore venu de « la paix triomphante ». Or voici qu'à la date solennelle du Xe anniversaire d'une fondation qui doit tout à son président Antoine Longueville, le jury dont je suis ici le porte-parole a proposé à l'agrément du Conseil d'administration *La bombe atomique et l'avenir de l'homme* de Karl Jaspers, un gros volume de plus de 700 pages qui, pour reprendre une autre formule de Marcel Thiry, n'est certainement pas un « livre rose ». C'est que l'âge de fer où nous sommes condamnés à vivre ne s'accommode pas des hymnes et cantiques sur la Jérusalem terrestre délivrée de Bellone et de Mars.

Quand il adresse à notre humanité en péril de mort cette somme de réflexions et d'avertissements à laquelle il a voulu donner le sous-titre singulièrement éclairant: « Conscience politique de notre temps », Karl Jaspers demeure fidèle à une attitude d'exhortation et d'appel qui se manifestait déjà pleinement dans d'autres publications tout aussi significatives signées de sa plume: *Conditions et possibilités d'un nouvel humanisme*, *Situation spirituelle de notre époque*,

Raison et Déraillement de notre temps... Depuis 1948, date à laquelle, échappé de justesse, ainsi que sa femme d'origine juive, à la déportation, ayant connu le réconfort, à l'arrivée des Américains victorieux, d'être réintégré dans sa chaire, nommé membre d'une commission chargée de jeter les bases d'une Université rénovée, Karl Jaspers a choisi de s'installer à Bâle, un des hauts lieux de l'humanisme européen, où il réside encore, l'homme de pensée s'est délibérément engagé dans la voie que suit l'homme de culture qui entend, non plus subir, mais résolument faire l'histoire. « *Se placer au-dessus des faits qui agitent le monde ne suffit pas* », a-t-il écrit dans la préface de l'édition française de *Die Atombombe und die Zukunft der Menschen*: « *il faut que l'individu sache ce qu'il veut précisément, dans quel monde il veut vivre et pourquoi il veut agir* ».

Au regard de l'homme qui entend faire l'histoire, la menace de la bombe atomique donne à la conscience politique de notre temps une autre structure qu'à n'importe quel tournant de l'universelle destinée: c'est notre vie à tous et à chacun, notre persistance dans l'être qui est en jeu.

En 1950, la revue *Comprendre* de la Société européenne de culture publiait, comme deuxième partie de son numéro 2, les résultats d'une enquête sur la responsabilité dans la construction et l'usage de la bombe atomique. Parmi d'éminentes personnalités, de formation et de tendances diverses, — André Bonnard, Theodor Brugsch, Gordon Childé, Adolf Portmann, Serge N. Prokopovicz, Ladislas Rieger, Georges Scelle, Jean Wahl, — qui avaient répondu à cette invitation de confronter leurs points de vue sur le terrain de la culture autonome dans la mesure même où elle tend à l'universalité, qui s'étonnerait de trouver Karl Jaspers?

La menace atomique ne sera conjurée que si la violence est subordonnée au droit

Il me plaît de citer un passa-

ge de sa courageuse réponse: « La conscience devant la menace de la bombe atomique », dans la traduction française qu'en a procurée le professeur Fernand-Lucien Mueller, secrétaire des « Rencontres internationales de Genève »:

La menace atomique ne sera conjurée que si la violence est subordonnée au droit. Cela pré-suppose l'existence d'une instance humaine supérieure dont les décisions soient fondées sur une juridiction ayant plié la souveraineté des Etats à un ordre universel; à un ordre de l'humanité libre, capable de discuter et de lutter légalement pour une constante amélioration d'un état de choses contraire à l'équité. La liberté politique permettant, par des moyens légaux, de transformer constamment la réalité sociale en vue d'un droit meilleur, n'a été jusqu'à présent réalisée, et partant n'a prouvé sa possibilité qu'au sein de groupes ethniques restreints; elle devrait pouvoir être réalisée pour l'humanité entière, dans des formes encore imprévisibles, afin que la bombe atomique, en même temps que d'autres horreurs, soit rendue inefficace.

On aura reconnu au passage quelques-uns des grands thèmes chers à Jaspers: thème de la liberté à conquérir ou à défendre, la volonté d'être libre supposant, comme il l'a dit dans son ouvrage *Origine et Sens de l'Histoire*, la résolution de rapporter l'expansion de la vérité au rayonnement de la communication; thème de l'attachement à la raison (*Vernunft*) inséparable de l'existence, au point qu'un des meilleurs exégètes du philosophe allemand, notre compatriote Jean Paumen, a pu intituler son essai: *Raison et Existence chez Karl Jaspers*; thème de l'existence, bien entendu, de l'existence qui n'est accessible que dans la perspective de l'histoire; thème aussi — et je me permets d'y insister — d'un ordre mondial (*Weltordnung*) qui évoque invinciblement certaines déclarations de Jean

XXIII, l'inoubliable messager de *Pacem in terris*.

Coincidence de la civilisation de l'universel et du Christianisme

Dans un exposé que j'ai eu l'honneur de présenter à Rome, le 10 octobre 1963, sur la signification de l'encyclique *Pacem in terris* à l'égard de la politique de la culture, je m'exprimais ainsi: « On ne saurait assez insister sur cette coïncidence de la civilisation de l'universel et de la religion chrétienne; car c'est sur le terrain de l'histoire, qui est volonté de dépassement, et non sur le plan de la mystique, qui est immanence dans la transcendance, que les rapports entre religion et culture s'illuminent ». « Il n'est donc pas étonnant », ajoutais-je, « que, dès 1961, troisième année de son pontificat, dès l'encyclique de caractère social *Mater et Magistra*, Jean XXIII ait songé à un ordre mondial ». (...) « Mais c'est dans la quatrième partie de *Pacem in terris* que la pensée du Pape de l'universel atteint à la formulation la plus énergique et combien claire! » Et d'alléguer ce texte capital:

« De nos jours, le bien commun universel pose des problèmes de dimensions mondiales. Ils ne peuvent être résolus que par une autorité publique dont le pouvoir, la constitution et les moyens d'action prennent eux aussi des dimensions mondiales, et qui puisse exercer son action sur toute l'étendue de la terre ».

Il n'entre pas dans mes intentions — je n'en aurais ni le loisir ni l'outrecuidance — de résumer le monument de sociologie politique que constitue *La bombe atomique et l'avenir de l'homme*. Je voudrais simplement mettre l'accent, s'il en était besoin, sur la tragique autant que pressante actualité du problème. Chacun de nous sait, devrait se rappeler à chaque minute que les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki, dont le souffle brûlant détruisit l'espace d'un éclair des dizaines de milliers de victimes, tout en réduisant à l'infirmité sans espoir

des dizaines de milliers d'autres, ne sont rien comparées aux engins de mort qu'a fabriqués depuis l'apprenti sorcier qu'est le physicien nucléaire. Un expert cité par Jaspers écrit, de la bombe atomique la plus perfectionnée: « Une seule bombe de cette sorte suffirait pour transformer en quelques secondes même des villes géantes comme Londres, New York ou Chicago en un tas de ruines fumantes ». Il va jusqu'à prédire que, dans une troisième guerre mondiale, où il n'y aurait plus ni vainqueurs ni vaincus, 98% d'êtres humains seraient anéantis.

Or ni le droit ni les organismes internationaux ne peuvent aider à remettre au fourreau l'épée de Damoclès suspendue sur nos têtes. Les explosions atomiques se poursuivent, malgré l'intention hautement proclamée par tous les gouvernements de leur volonté de désarmer. Qui pis est, de nouveaux Etats se sont donné pour règle de produire de nouvelles bombes pour leur propre compte. Une désastreuse course aux armements est engagée sous nos yeux, à telles enseignes qu'un esprit chagrin pourrait prévoir le temps où toutes les armées seront pourvues de la machine à faire sauter le globe.

Dépasser l'ancienne politique, « faire l'histoire »

Mais comme le dit très justement Karl Jaspers, on ne réussira pas à détourner la menace de l'anéantissement par des mesures qui se limitent à la bombe atomique. Ce qu'il faut, c'est dépasser l'ancienne politique, c'est-à-dire — et je reprends l'expression que j'ai déjà employée à propos de la mission dévolue à l'homme de culture — « faire l'histoire ». L'ancienne politique s'accommode soit de la franchise brutale qui permet à la volonté de puissance, à la raison du plus fort, d'exterminer l'adversaire, soit du mensonge par où l'on se trompe soi-même en même temps que l'adversaire en rejetant sur ce dernier seul la responsabilité des horreurs de la guerre. Toute la politique des Etats doit donc être renversée

de fond en comble. Ceci n'est possible que par la transformation de l'homme historique, non replié sur lui-même, mais ouvert à ses frères dans un grand élan de communication universelle.

« L'exigence ainsi posée semble excessive », constate lui-même Jaspers; mais c'est pour ajouter tout aussitôt que « le désespoir est déjà une anticipation de la défaite ». Le courage — qui est aussi la conscience — de la raison consiste à faire ce qui est possible. Or il est possible que les peuples s'unissent puisque aussi bien, en dernière analyse, la conscience de l'universel est la base même de la société humaine. Par suite de l'invention de la bombe atomique, la guerre est devenue insensée et elle n'en demeure pas moins possible: voilà la situation-limite, pour parler comme Jaspers

Non au néant!

Ainsi que l'a écrit Jean Wahl, répondant à l'enquête de Comprendre, « l'humanité doit dire et dit: non au néant ». Pour exorciser le néant, la croisade de Jaspers l'intrépide humaniste qui a osé dire: non à Hitler propose sa solution qui est d'entretenir le culte lucide de la réflexion spirituelle de l'homme du XXe siècle, de vous, de moi, de nous tous qui devons pouvoir construire notre vie dans la paix, sauvegarde de la dignité.

J'en reviens à l'adresse de Marcel Thiry à Roger Caillois: « Pour nous sauver de cette religion de la mort, de cette fatalité des nations qu'est la guerre, sauvons nos âmes ». Karl Jaspers, soyez remercié de n'avoir pas prêché d'autre consigne que celle de nous assumer dans l'histoire, d'opter pour la confiance et non pour la peur, pour la liberté et non pour le despotisme, pour la force soumise au droit et non pour le droit jugulé par la force. « Ce qui nous reste », écrivez-vous, — et ce testament de conscience politique est d'une moralité exemplaire dont nous promettons de tirer leçon — « c'est de contempler la splendeur du monde et de nous unir à autrui dans l'amour ».

La situation de la Roumanie

Nous donnons ci-dessous la suite du rapport présenté à l'Assemblée Consultative du Conseil d'Europe en janvier dernier par la Commission des Nations non représentées concernant la situation actuelle de la Roumanie et dont l'auteur est M. Bohman.

Retour aux traditions nationales

15. Chez les Roumains ces sentiments se sont notamment exprimés par un changement d'appellation des cinémas de Bucarest qui ne portent plus des noms russes et la fermeture d'une grande librairie russe située dans l'une des artères principales de la ville. Ce n'est plus maintenant qu'un rayon d'une librairie internationale plus importante. L'Institut Maxime Gorki de langue et de littérature russes a perdu son statut privilégié et a été intégré à l'Institut de langues étrangères de l'Université de Bucarest. Le nombre d'étudiants de russe en Roumanie a considérablement baissé. Enfin, le russe n'est plus une matière obligatoire dans les établissements secondaires.

16. Un retour aux traditions nationales roumaines s'est également manifesté. Dans les écoles on réserve actuellement une grande place à l'histoire nationale. Les noms que portaient traditionnellement les provinces du pays ont été remis à l'honneur et on attire fortement l'attention sur l'importance du rôle joué par le peuple et le Parti communiste roumain par opposition à celui de l'Armée rouge, lors du renversement de la dictature d'Antonescu, le 23 août 1944.

17. L'amnistie accordée aux prisonniers politiques au cours des dernières années a été un signe de stabilité politique et une mesure visant à améliorer le crédit dont dispose le régime dans les pays occidentaux. On estime que jusqu'en 1962, 15 ans après la prise de pouvoir par les communistes, plus de 10.000 adversaires du régime étaient en prison. Selon les communiqués officiels une série de décrets d'amnistie a été promulguée: en 1962, 2.304 personnes ont été libérées, en 1963, 2.892 personnes, en avril 1964, 464 personnes et en juin 1964, 2.500 personnes. La Roumanie et l'Occident

La Roumanie et l'Occident

18. Sous l'effet des différends entre l'Union soviétique et la Roumanie, on assiste à une rapide amélioration des relations de la Roumanie avec l'Occident.

19. Une illustration spectaculaire en a été donnée par la visite d'une délégation gouvernemen-

tale roumaine, conduite par le président du Comité du Bureau du Plan, à Washington, en mai 1964. Cette visite annonce une nouvelle attitude et un changement dans le climat politique entre les deux pays. Actuellement, l'aspect économique est prédominant dans les relations américano-roumaines: les autorités américaines ont promis un assouplissement des restrictions aux exportations comme celui accordé à la Pologne. Un autre élément important a été la visite d'une mission officielle de rang élevé, conduite par le Président du Conseil, M. Maurer, à Paris en juillet 1964. Il est intéressant de noter que, dans leurs discours, les Français ont mis l'accent sur la « tradition latine commune ». Le communiqué final prévoyait une intensification immédiate des échanges scientifiques, commerciaux et techniques.

20. La Roumanie, dans l'ensemble, continue à demander avec insistance l'intensification des échanges avec l'Europe occidentale et on a enregistré une expansion du commerce, qui vise à sauvegarder l'indépendance économique de la Roumanie par rapport à l'Union soviétique et à compléter ou, en cas d'éventuelles représailles soviétiques, à remplacer les commandes du bloc soviétique. Le accord commercial signé avec la plupart des pays d'Europe occidentale prévoient une intensification considérable des échanges. La Roumanie a importé une grande quantité d'équipements et d'installations pour son industrie. Nombreux sont les ingénieurs et techniciens britanniques, allemands, français et italiens qui travaillent actuellement en Roumanie à l'installation d'usines modernes. En 1962, le Gouvernement a passé avec un consortium franco-britannique un contrat de construction d'un laminoir d'acier destiné à l'immense aciérie de Galati, sur le Danube. Un autre exemple frappant du renversement de l'attitude de la Roumanie envers l'Occident est la construction à l'aide exclusivement d'équipement et de plans occidentaux, d'une importante usine d'aluminium à Slatina dans le Sud-Ouest du territoire. Ont participé à la construction de cette usine la France, la République Fédérale d'Allemagne, la Suisse, l'Italie et la Belgique, la plupart des travaux étant exécutés par la France et la République Fédérale d'Allemagne. L'un des souhaits de la Roumanie qui n'a pu être encore satisfait en raison de l'embargo de l'O.T.A.N., est l'achat d'une centrale nucléaire.

21. Le taux d'expansion du commerce de la Roumanie avec les pays de la Communauté Economique Européenne donne une idée générale du mouvement d'intensification des échanges avec l'Occident. La campagne d'exportation en cours a surtout été fructueuse en Italie dont les importations de pétrole interviennent pour une large part dans cette augmentation. L'accord commercial conclu en 1963 entre la Roumanie et l'Italie prévoyait une augmentation de 40% des échanges entre les deux pays.

22. Les achats de machines et d'équipements industriels effectués par la Roumanie auprès des pays membres de la C.E.E. sont passés de 7 millions de dollars des Etats-Unis en 1958 à 47 millions en 1961, la majeure partie de ces marchandises provenant de la République Fédérale d'Allemagne. Les importations d'acier de la Roumanie en provenance de la C.E.E. ont presque doublé de 1958 à 1961, passant de 13 à 24 millions de dollars.

23. La République Fédérale d'Allemagne s'adjuge actuellement la troisième place, dans la liste des importateurs de produits roumains, après l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie. En décembre 1963 a été signé un accord de trois ans qui prévoit un accroissement de 30% des échanges entre la Roumanie et la République Fédérale d'Allemagne. Sur le plan politique, il ne semble pas que la Roumanie éprouve de difficultés à conclure des négociations commerciales et à accepter un échange de missions commerciales avec la République Fédérale.

24. En juillet 1963, M. Bruno Kreisky, Ministre autrichien des Affaires Etrangères, s'est rendu à Bucarest pour conclure un accord financier entre l'Autriche et la Roumanie. Au cours de son séjour, il a donné une conférence à la Faculté de Droit de l'Université de Bucarest, où il a évoqué l'intégration européenne. Il a exposé franchement le fonctionnement du Marché commun et de l'A.E.L.E. et s'est élevé contre la propagande communiste qui vise à présenter la C.E.E. comme la contrepartie économique de l'O.T.A.N.. Il a invité les dirigeants communistes roumains à prendre acte de l'évolution du mouvement d'unification européenne et de l'accepter comme l'Europe occidentale avait accepté l'existence du COMECON. A son retour à Vienne, M. Kreisky a déclaré que « la Roumanie était en passe d'être un pays où les intérêts occidentaux sont ouvertement en concurrence, concurrence que se livrent surtout la République Fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Autriche. Ces pays sont désormais libres de développer leurs activités commerciales sur une échelle pratiquement illimitée ».

Intensification des relations culturelles

25. Les relations culturelles entre la Roumanie et l'Occident se sont également intensifiées. Les

émissions de radio occidentales à destination de la Roumanie ne sont plus brouillées, et la presse communique maintenant davantage d'informations sur l'Occident, y compris des comptes rendus de discours prononcés par des hommes d'Etat occidentaux pour souligner l'importance d'une détente Est-Ouest. En 1963, à l'occasion de la journée de l'indépendance américaine, la radiodiffusion roumaine a diffusé pour la première fois un programme qui comportait de la musique américaine, tandis que la chaîne nationale de télévision transmettait un documentaire sur les Etats-Unis. Au début de novembre 1963, paraissait le premier numéro d'un nouvel hebdomadaire d'affaires étrangères, *Lumea* («Le Monde»), qui a pour vocation, selon l'agence de presse gouvernementale, d'exposer la politique étrangère indépendante de la Roumanie. Le premier numéro publiait un message d'amitié de U Thant et un article sur le Premier Ministre britannique de l'époque, Sir Alec Douglas Home. Le contenu des numéros publiés jusqu'ici est surtout composé d'une sélection d'extraits de la presse occidentale. Des quotidiens français seraient également en vente en Roumanie et après la visite du Président du Conseil roumain à Paris, un accord culturel franco-roumain a été signé.

Planification économique

26. En 1945, la Roumanie, n'était encore qu'une société rurale, dotée d'une économie sous-développée. Le principal objectif économique des dirigeants communistes roumains consistait à transformer rapidement un pays agricole en un Etat industriel moderne. Les dirigeants roumains estiment qu'un Etat ne peut accéder à la prospérité qu'avec l'implantation d'une industrie forte et complète, axée sur l'industrie lourde et dotée d'une production nationale hautement développée de machines-outils. C'est cet objectif qui est suivi sans discontinuer depuis 1945. Il a trouvé sa justification idéologique dans les fréquentes affirmations de la doctrine léniniste, selon laquelle tout Etat socialiste moderne doit s'appuyer sur l'industrie lourde.

27. Les communistes roumains estiment que le processus d'industrialisation est le préalable à l'édification du socialisme et à la formation d'un prolétariat fort.

28. Il est évident que les responsables de la planification économique en Roumanie forment une équipe compétente. Ce sont Alexandru Birladeanu, délégué de la Roumanie auprès du COMECON, Gheorghe Gaston-Marin, Président du Comité de planification d'Etat, Gogu Radulescu, chargé des Affaires étrangères, et Constantin Tuzu, chargé de l'industrie lourde. Ils sont déchargés de toute tâche administrative courante et constituent, avec certains autres experts en matière économique appelés à les seconder, un cabinet restreint au sein du Gouvernement. Quant

au chef du parti communiste roumain, M. Gheorghiu Dej, il porterait un intérêt particulier au développement industriel et à la planification économique.

29. Ces trois dernières années, la Roumanie a obtenu des résultats remarquables en matière de développement industriel. Déjà, des progrès économiques considérables avaient été réalisés de 1950 à 1952, époque pendant laquelle la production industrielle a augmenté de 15,8% en moyenne, le taux le plus élevé de croissance qui ait été atteint dans les pays membres du COMECON. Certaines industries ont enregistré une augmentation effective plus importante encore; 20% dans la métallurgie; 23,2% dans l'industrie chimique; 20,3% dans la production de machines-outils. Même si l'on tient compte du niveau peu élevé de la production roumaine après la deuxième guerre mondiale, ces chiffres demeurent impressionnants. Le rythme rapide de l'industrialisation apparaît également si l'on considère la part croissante de l'industrialisation dans le produit national brut: de 30,8% en 1938, à 48,1% en 1962 et plus de 50% aujourd'hui (novembre 1964).

La campagne d'industrialisation

30. La campagne d'industrialisation s'inscrit actuellement dans le cadre d'un plan de 6 ans couvrant la période 1960-1965.

Il est prévu d'augmenter de plus de 100% la production industrielle d'ici 1965. Les objectifs pour 1965 sont extrêmement ambitieux. D'ici là, la Roumanie devrait être en mesure de produire 18 milliards 500 millions de kw d'énergie électrique, soit près de trois fois la capacité de 1959. La production de minerai de fer devrait atteindre 4 millions de tonnes en 1965, près de quatre fois le volume de 1959, tandis que la production de pétrole brut doit, selon les prévisions, atteindre 12,2 millions de tonnes.

31. Les responsables de la planification économique sont, semble-t-il, fermement persuadés que les progrès économiques s'appuient sur de solides assises et qu'ils se poursuivront dans les années à venir. Le Premier Ministre pense que la Roumanie peut soutenir une augmentation moyenne de 12% par an de sa production industrielle au cours de la période de quinze ans 1960-1975. Bien qu'il reste à voir si sa confiance est justifiée, en dépit du taux élevé de croissance industrielle récemment enregistré, il est difficile de parler de « miracle économique » alors que des signaux d'alarme sont déjà apparus dans certains postes-clefs de la production industrielle, et même dans l'industrie lourde. Il subsiste dès lors quelques raisons de douter que la Roumanie puisse maintenir en permanence un taux de croissance aussi élevé.

Agriculture

32. L'année 1956 a marqué le début d'une ère

de pression accrue exercée par le Gouvernement roumain sur les travailleurs agricoles qui ont été en butte à de multiples persécutions. Les petits exploitants s'efforçaient au système soviétique de fermes collectives et, pour commencer, ils ont donné la préférence à un mode plus souple d'exploitation en collectivité, connu sous le nom d'« associations agricoles ». A la fin de 1958, la plupart des paysans et des petits exploitants étaient groupés au sein d'associations coopératives, d'une façon ou d'une autre. Toutefois, ces coopératives entravaient l'objectif du Parti communiste qui visait à collectiviser rapidement la totalité des terres converties à l'agriculture, et, bien qu'autorisées par la loi, elles ont en pratique été dissoutes.

33. En 1951 et 1962, le Gouvernement roumain a lancé une campagne générale de collectivisation, afin d'instituer un mode d'exploitation en commun, aux termes duquel les paysans n'auraient plus aucun droit de propriété foncière. Cette campagne de collectivisation a marqué un temps d'arrêt, à la suite de manifestations paysannes et de troubles survenus dans les campagnes, mais en avril 1962 les autorités annonçaient que la collectivisation de toutes les terres arables avait été menée à bien trois années plus tôt que prévu.

34. Destiné à apporter un stimulant aux travailleurs agricoles, un décret pris conjointement par le parti communiste et le gouvernement allouait d'importants crédits aux fermes collectives. Simultanément, un autre décret adressait une mise en garde aux travailleurs qui n'auraient pas voulu se soumettre à ce mode d'exploitation. Il établissait des milices rurales qui devaient parcourir les campagnes pour surveiller la production agricole et le bétail des fermes de toutes catégories.

35. L'achèvement du processus de collectivisation a coïncidé avec une réorganisation des services agricoles. Le Ministère de l'Agriculture a été supprimé et remplacé par un Conseil supérieur de l'agriculture. Ce Conseil est présidé par Mihail Dalea, Haut Fonctionnaire du parti communiste roumain, qui passe généralement dans le pays pour un homme de grande compétence. Il est responsable devant un membre du Politburo, le Premier Ministre par intérim, Alexandru Moghioros, qui est lui-même chargé des questions agricoles au sein du « Cabinet restreint ».

36. En avril 1962, le gouvernement a décidé de transférer dans les campagnes les fonctionnaires des services de l'Agriculture jusqu'alors en poste à Bucarest. Aux termes de la réglementation actuelle, chaque ferme d'Etat doit disposer des services de cinq experts en matière d'agriculture et chaque kolkhoze ou ferme collective doit compter au moins un agronome.

(A suivre)

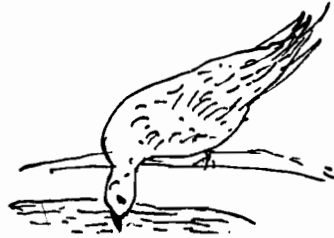
UN MOT DANGEREUX...

... "trinquer"

Au lendemain de la célèbre allocution prononcée le 27 avril dernier par le général de Gaulle et qui suscita tant d'échos dans la presse du monde entier, le correspondant à Paris d'un grand quotidien romain lui prêtait une phrase qu'il qualifiait si je m'en souviens bien de « machiavélique » et qui l'était en effet grâce à la grossière erreur de traduction qu'il commettait lui-même. La phrase remplie de bonhomie du général: « En somme si grand que soit le verre que l'on nous tend du dehors, nous préférons boire dans le nôtre *tout en trinquant aux alentours...* » devenait en langue italienne cette déclaration pour le moins cynique: « ...nous préférons boire dans le nôtre et à l'occasion dans celui des autres... ».

* * *

Si grand est le prestige dont jouit le général, à l'étranger peut-être plus encore qu'en France, que je n'ai pas entendu, dans les rues de Rome, les lecteurs du « Tempo » s'indigner des paroles impudentes que lui attribuait un rédacteur qui croit — à tort évidemment — comprendre la langue de Voltaire. Voltaire, du reste, eût aimé, mais pour s'en moquer, l'origine de ce mot dangereux cause de l'équivoque, ce *trinquer* qui vient du beau mot teutonique *trinken* et signifie « choquer son verre contre celui d'un autre avant de boire ». Or, ce mot gai, porté à travers l'Europe par les mercenaires germaniques a donné en anglais *drink*, boire et en italien, *trincare*, boire *beaucoup*. Notre confrère italien n'en a pas cherché plus long... Du moins est-ce là ce que nous voulons bien croire (mais ce peut-il que résident en France il n'ait jamais eu l'occasion, au sortir d'une nuit fumeuse dans la salle de rédaction, de *trinquer* avec les joyeux ouvriers qui, avant de partir au travail, s'en vont boire



un petit blanc dans les bistrotts ouverts à l'aube?)).

Un lieu commun veut que les Français soient d'humeur légère et peut-être en vertu de cette disposition d'esprit mes compatriotes souriront-ils à l'idée qu'un mot aussi réjouissant soit devenu un instrument de trahison verbale. Il n'en reste pas moins qu'il est regrettable que l'équivoque ait eu lieu au moment où le général parlait sur un ton si affable et détendu que son allocution ressemble plutôt à un cordial message conçu pour être un appel à la collaboration et à la concorde.

* * *

On connaît désormais les idéoclés de la pensée politique du Président de la République Française: prospérité grâce à la stabilité politique, indépendance résultant de l'autonomie diplomatique et militaire. Or, tout en les confirmant le 27 avril, le général n'en parle pas moins avec autant de conviction d'une « coopération organisée des nations libres de l'Ancien Continent » et, dans le domaine politique, il affirme qu'il s'agit que « nous (les Français) nous comportions en Européens que nous sommes et, qu'en cette qualité, nous nous appliquions à rétablir d'un bout à l'autre de notre continent un équilibre fondé sur l'entente et la coopération de tous les peuples qui y vivent comme nous. C'est bien ce que nous faisons, en nous ré-

conciliant avec l'Allemagne, en proposant à nos voisins des deux côtés du Rhin et des Alpes une réelle solidarité des Six en reprenant avec les Pays de l'Est, à mesure qu'ils émergent de leurs écrasantes contraintes, les rapports d'active compréhension qui nous liaient à eux autrefois. Quant aux problèmes qui se posent dans le reste de l'univers, notre indépendance nous conduit à mener une action conforme à ce qui est à présent notre conception, savoir: qu'aucune hégémonie exercée par qui que ce soit, aucune intervention étrangère dans les affaires intérieures d'un Etat, aucune interdiction faite à n'importe quel pays d'entretenir des relations pacifiques avec n'importe quel autre, ne sauraient être justifiées. Au contraire, suivant nous, l'intérêt supérieur de l'espèce humaine commande que chaque nation soit responsable d'elle-même, débarrassée des empiètements, aidée dans son progrès sans conditions d'obédience ».

* * *

Il est bien vrai que le général ajoute aussi: « ...De là notre réprobation devant la guerre qui s'étend en Asie de jour en jour et, de plus en plus, notre attitude favorable à l'égard des efforts de libération humaine et d'organisation nationale entrepris par divers Pays d'Amérique latine... » mais il dit aussi, toujours aussi affable que digne: « ...le fait que nous avons repris notre faculté de jugement et d'action à l'égard de tous les problèmes semble parfois désobliger un Etat qui pourrait se croire, en vertu de sa puissance, investi d'une responsabilité suprême et universelle. Mai qui sait si, quelque jour, l'intérêt que ce pays ami peut avoir à trouver la France debout ne l'emportera pas, de loin, sur les désagréments qu'il en éprouve à présent? ».

Et, concluant que la nouvelle

LES TRAVAUX DE LA F.A.O.

Prolongation du programme alimentaire mondial

Le PAM (Programme alimentaire mondial) devra être prolongé aussi longtemps que l'aide alimentaire sera jugée possible et utile, a recommandé fin avril à l'unanimité le Comité intergouvernemental du PAM. Il a également recommandé aux gouvernements de s'engager à verser au PAM des contributions en espèces, en nature et en services à concurrence de 275 millions de dollars pour les exercices financiers 1966, 67 et 68.

Le Comité intergouvernemental est l'organe directeur du PAM. Il a siégé à Rome depuis le 31 mars dernier pour examiner les travaux effectués à titre expérimental depuis trois ans par le PAM. Le Comité devait également formuler des recommandations sur l'avenir et la structure du Programme. Celui-ci a commencé ses opérations en janvier 1963. Jusqu'à présent, 70 pays y ont contribué pour 94 millions de dollars. Cent projets entraînant des dépenses s'élevant à 63 millions de dollars dans 50 pays différents ont été approuvés. Le PAM

a également apporté des secours dans 20 cas ce qui a entraîné une dépense de près de 10 millions de dollars.

Selon les délégués, l'aide alimentaire multilatérale doit être admise comme un aspect de l'ensemble de l'assistance apportée par les organisations du système des Nations Unies. Le PAM doit rester un organisme conjoint de l'ONU et de la FAO afin d'apporter des secours alimentaires d'urgence, y compris la création de réserves d'aliments, et pour mettre en oeuvre des projets de développement économique et social où les aliments ont un rôle à jouer.

Les recommandations du Comité seront examinées par le Conseil de la FAO en juin prochain et par le Conseil économique et social des Nations Unies le mois suivant. La décision finale sera prise par la Conférence de la FAO en novembre prochain et par l'Assemblée générale des Nations Unies peu après.

Le Comité a également recom-

mandé à l'ONU et à la FAO de faire examiner les travaux du PAM à chaque fois d'une conférence est convoquée pour que les pays puissent annoncer leur contribution. Il a spécifié que la structure du PAM pouvait être modifiée ou que l'on pouvait mettre fin à ses activités à la fin de toute période pour laquelle des ressources ont été promises.

Le Comité a également approuvé quatre projets de développement économique et social en Inde, au Pérou, en Colombie et au Basutoland. Ils entraîneront des dépenses s'élevant à 5.216.000 dollars.

En Inde, une aide alimentaire d'une valeur de 1.588.000 dollars permettra, pendant neuf mois, de distribuer 20.000 tonnes de maïs qui, mélangé à d'autres aliments du bétail, permettront de développer l'élevage de la volaille dans huit Etats différents.

Au Pérou, des denrées alimentaires d'une valeur de 1.524.000 dollars seront distribuées, pendant dix-huit mois, à 8.800 travailleurs bénévoles et à leurs familles employés à la construction de routes, marchés, écoles et autres travaux d'intérêt communal. Il est prévu que 1.452 kilomètres de route seront construits dans les différentes provinces du Pérou.

En Colombie également, 10.000 travailleurs bénévoles et leurs familles (soit 70.000 personnes environ) recevront une aide alimentaire d'une valeur de 1.325.000 dollars pour participer à la construction ou à l'aménagement d'immeubles d'intérêt commun.

Au Basutoland, une aide alimentaire d'une valeur de 771.000 dollars permettra d'améliorer le régime de 15.000 mères et futures mères ainsi que de quelque 87.000 enfants d'âge scolaire. Des routes relieront des maternités et des écoles isolées au reste du pays. Une centaine de personnes employées à ces travaux recevront également des aliments dans le cadre du projet.

(suite de la p. 17)

politique française modifie évidemment le jeu mondial qui semblait, depuis Yalta, limité à deux partenaires, il déclare que dans cette « répartition de l'univers entre deux hégémonies l'égalité, la fraternité, la liberté des peuples ne trouvent décidément pas leur compte ».

* * *

En ce siècle d'information à outrance il est assez paradoxal que bien rarement l'opinion publique remonte aux sources. Chacun se borne en général à lire les commentaires plus ou moins tendancieux de son journal favori et bien peu seront les personnes qui, hors de France, auront lu le texte authentique de l'allocution du général de Gaulle.

C'est un fait regrettable. Son éloquence n'est pas enflammée, sa pensée n'a rien de doctrinaire. Comme ses compatriotes, il

est l'ennemi des systèmes. «... Donner un système composé de toutes pièces qu'on n'ait plus qu'à faire jouer, c'est le plus damné des mensonges qu'on puisse proposer aux hommes! » disait Proudhon le fédéraliste Mais si le général ne propose nulle construction européenne, prête à servir, nulle idéologie savante, du moins obéit-il au sentiment de l'histoire. Dans sa perpétuelle et aventureuse recherche d'une vérité, la sienne, celle de la France — et qui donc pourrait trouver la vérité de son voisin? — du moins parle-t-il un langage humain, clairement intelligible à tous, langage de civilisé de surcroît: comme tel, il ne lui viendrait certes jamais à l'idée de boire dans le verre de son voisin, mais, tout naturellement, de partager avec lui les bénéfices de sa sagesse et de sa prospérité.

An. Pellevant

Activité du Conseil Italien du Mouvement Européen

A la fin du mois de mars a eu lieu à Turin à l'initiative du Conseil Italien du Mouvement Européen, un Congrès inter-régional auquel ont pris part les responsables provinciaux du Piémont et du Val d'Aoste, des partis politiques, des syndicats démocratiques et d'autres organisations opérant dans les secteurs culturel, social et administratif qui composent le Mouvement.

Le but principal du congrès était d'examiner la situation politique européenne et les perspectives de développement démocratique de l'intégration, particulièrement en regard aux problèmes posés par la recherche scientifique et technologique au niveau continental.

Les rapports inhérents aux problèmes ont été tenus respectivement par M. Edoardo Martino, Président de la Commission Politique du Parlement Européen, par M. Pier Luigi Romita, sous-secrétaire d'Etat aux Travaux Publics, qui a présidé la première journée des travaux.

Le second jour, présidé par M. Amedeo Peyron, président de l'AIICCE, un rapport a été tenu par le secrétaire général du CIME, M. Angelo Lotti, sur la constitution des « Comités pour l'Europe », organisations d'activité capillaire du Mouvement.

La rencontre de Turin a donc traité une double série de problèmes: ceux qui sont relatifs à l'intégration économique et politique de l'Europe, compte tenu de certaines exigences propres aux Régions intéressées et ceux de caractère technico-organisateur, relatifs à l'action fédéraliste entreprise en Italie par le Mouvement Européen.

Les rapports entre les problèmes de l'énergie nucléaire et les autres, plus vastes, de l'intégration européenne, ont été exposés

Un concours pour une gestion européenne des Chemins de Fer

La section italienne de l'Association Européenne des Cheminots (A.E.C.) a ouvert un concours intitulé « Prix Ferreuropa 1965 » réservé aux fils des Cheminots en service et en retraite, inscrites à l'A.E.C., ainsi qu'aux orphelins des employés des Chemins de Fer de l'Etat de plus de 16 ans et de 21 ans au plus, pour une composition sur le sujet suivant:

« Une gestion commune des Chemins de Fer Nationaux Européens, autrement dit un réseau européen réadapté aux nouvelles exigences pour les grandes lignes se solderait-elle à l'avantage de l'organisation technique et économique des Chemins de Fer? »

Le prix d'un montant de 50.000 liras sera conféré à l'occasion des « Journées du Cheminot Européen » qui auront lieu à Salsomaggiore Terme à la fin de mai et au cours d'une cérémonie officielle.

Organismes Européens à l'Exposition de Montréal en 1967

La Commission de la Communauté Economique Européenne,

par le professeur Enrico Medi, ancien vice-président de l'Euratom et définis par la conférence de clôture de l'avocat G. Martini, secrétaire général adjoint de l'Association Italienne du Con-

seil des Communes d'Europe (AIICCE) (8 avril).

Les cours ont été complétés par une visite au Centre Nucléaire national de la Casaccia et par une série de projections.

Europe sans frontières pour 5.000 jeunes travailleurs

Le premier programme pour favoriser l'échange de jeunes travailleurs à l'intérieur de la Communauté (conformément aux dispositions du Traité de Rome, art. 50) a été récemment approuvée par les représentants des six gouvernements. Ce programme intéressera 5.000 jeunes travailleurs environ, auxquels seront offerts la possibilité d'effectuer une période d'entraînement professionnel dans un pays du Marché Commun différent de leur. De cette façon, les jeunes travailleurs pourront se familiariser avec la langue et les usages du pays où ils se trouveront.

bulletin européen

Fondateur: CONSTANTIN DRAGAN - Directeur responsable: GIORGIO DEL VECCHIO
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie	Lires 2000	Etranger	Dollars 3,—
ABONNEMENT D'HONNEUR	5000	ABONNEMENT D'HONNEUR	10,—

c/c postale Roma N. 1/16290

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO B. S. - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

Fondé en 1950 par CONSTANTIN DRAGAN

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Roul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINT-LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TRMPONT, Georges USCATESCU, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.